PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 5 juillet 1997
Paris, La Mutualité

Séance du samedi 5 juillet 1997 (Matinée)

Sommaire
Le président (Michel Delebarre) 1
Alain Clayes 1
François Hollande....6
Lionel Jospin 10
Jean-Christophe Cambadélis 21
François Rebsamen....25
Jean-Luc Mélenchon 27
Louis Mermaz....30
Jean-Pierre Bel 33
Sylvie Guillaume....35
Jérôme Lambert....37
Michel Debout....39
Julien Dray 40
Gérard Lindeperg 44
Vincent Assente....47
Pierre Guidoni 50
Jean-Pierre Sueur....52
Marie-Noëlle Lienemann 55
Gérard Fuchs 58

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre)
Mes amis, mes camarades, nous allons commencer les travaux de notre Conseil national.
Je suis heureux d'accueillir notre Premier Ministre, Lionel Jospin.
Notre ordre du jour porte : rapport d'activité, puis situation politique.
Je vais donc passer la parole d'abord à notre ami Alain Clayes.

Alain Clayes
Chers camarades, j'ai la lourde responsabilité de succéder à Daniel Vaillant comme Secrétaire national à la coordination.
Quelques semaines après ma prise de fonction, je mesure mieux l'ampleur de la tâche et je voudrais dire à Daniel que j'exprime ma solidarité rétrospective et mes encouragements pour ta nouvelle mission ministérielle.

Fondation Jean-Jaurès

Le rapport d'activité que je vous présente au nom du Bureau national couvre la période s'étendant du samedi 29 mars 1997 jusqu'à ce jour, une période longue (plus de trois mois), fertile en événements et en rebondissements et au cours de laquelle nous avons remporté une fulgurante victoire électorale consécutive à la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale. Jacques Chirac avait prévenu : "Je ne commettrai pas de dissolution de confort" et, effectivement, elle ne l'a pas été !

Rassurez-vous, dans le temps qui m'est imparti, je ne rentrerai pas dans une chronique et une description de la campagne électorale ; les interventions du Premier Secrétaire, Lionel Jospin, lors du Conseil national Extraordinaire du 2 mai et du Conseil national du 14 juin, tiennent, en fait, lieu de rapport d'activité politique pour la période s'étendant du 21 avril au 1er juin.

Pour autant, et parce que c'est l'objectif de cet exercice, il m'apparaît important de souligner l'activité du Parti qui avait juste précédé l'acte de dissolution.

Le dimanche 23 mars, au lendemain du Conseil national, organisation d'une journée nationale de formation de nos candidats qui a réuni plus de 300 d'entre eux et d'entre elles ; l'ambiance était studieuse, combative et sereine.

Parallèlement, le secteur Communication du Parti, à l'initiative de Manuel Valls, avait élaboré et adressé à nos fédérations les éléments d'une campagne nationale de grande envergure, un 4-pages tiré à 8 millions d'exemplaires et une affiche militante. Ce matériel devait permettre aux candidats d'engager, dès ce moment, des campagnes de terrain pouvant relayer, parfois même illustrer, le contenu de la conférence de presse de Lionel Jospin, le 18 mars, sur nos propositions économiques et sociales.

Par ailleurs, le Parti tout entier préparait la manifestation du 29 mars à Strasbourg, à l'appel du Maire de la ville, Catherine Trautmann, pour protester contre la tenue du Congrès du Front National.

Dans le même temps, les négociations menées sous la responsabilité de Daniel Vaillant et Jean-Christophe Cambadélis progressaient avec les différents partenaires de gauche et écologistes. Elles ont permis d'aboutir à des accords de nature différente avec le Parti Radical Socialiste, les Verts, le MDC et le Parti Communiste.

De ce point de vue, la présentation d'un texte commun du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français, le 29 avril, constituait un élément déterminant de la dynamique de campagne.

Dans la même veine, l'examen lors du Bureau national du 2 avril, puis l'adoption définitive, le 9 avril, du rapport pour une nouvelle politique de l'immigration et de l'intégration, présenté par Adeline Hazan, dotait le Parti Socialiste et ses candidats d'une stratégie et d'un bagage programmatique dont l'utilité fut démontrée dans le militantisme de terrain.

Mes chers camarades, on ne peut qu'apprécier, au regard de ce que nous savons aujourd'hui, la pertinence de ces initiatives et de la stratégie poursuivie par le Parti.

Ce survol rapide doit aussi nous permettre de mieux percevoir les conditions dans lesquelles la droite se préparait à l'offensive électorale : chasser sur les

terres du Front National, par une attitude intransigeante et parfois indigne à l'égard des populations immigrées, faire ressurgir affaires et scandales pour disqualifier le passé gouvernemental de la gauche.
Mes chers camarades, je ne rentrerai pas, je vous l'ai promis, dans la chronique de la campagne électorale, mais je voudrais simplement souligner que le travail collectif et patient entrepris depuis plus d'un an à travers nos trois grands débats thématiques et la réflexion de nos Commissions nationales du groupe des experts ont permis d'élaborer ce que Lionel Jospin a appelé nos engagements pour la France. Ils ont pris la forme d'un livret vert diffusé à plus de 12 millions d'exemplaires et présenté au pays lors du Conseil National Extraordinaire du 2 mai, au lendemain de la débâcle des conservateurs et du triomphe des travaillistes en Grande-Bretagne.
La victoire de Tony Blair annonçait déjà qu'on ne construit pas l'économie en détruisant le tissu social. Cette politique a finalement été rejetée par les travailleurs et l'électorat, aussi bien en Grande-Bretagne qu'en France.
Dès le lendemain de la victoire, le Parti a dû s'adapter à une réalité profondément nouvelle. Ce n'est pas, en soi, le retour de la gauche au pouvoir qui devait nous surprendre : nous avons connu des épisodes analogues dans un passé récent. Ce qui caractérise la période post-électorale, c'est la qualité et la diversité du rassemblement de gauche au pouvoir, le profond renouvellement des hommes et des femmes élus à l'Assemblée Nationale, le rajeunissement et la féminisassions de notre groupe parlementaire, sa détermination, sa combativité et la forte conscience du mandat populaire dont il est porteur.
Dès le 5 juin, notre président de groupe, Jean-Marc Ayrault, est élu, et Laurent Fabius désigné comme candidat à la présidence de l'Assemblée Nationale.
Le Conseil national du 14 juin a ratifié, sur proposition de Lionel Jospin, la nomination de François Hollande comme Premier Secrétaire délégué. Le même jour, le tout nouveau Premier Secrétaire délégué présente l'équipe du Secrétariat national qui allait l'entourer.
Les Premiers Secrétaires fédéraux avaient été réunis la veille, comme ils l'avaient été le 2 mai, maintenant ainsi l'usage d'associer très étroitement les Premiers Secrétaires fédéraux à l'activité du siège national.
Le Bureau national du 1er juillet a approuvé la désignation de Pervenche Bérès à la présidence de la délégation de nos parlementaires européens et la candidature de Jean-Pierre Cot à la vice-présidence du Parlement Européen.
(Quelques applaudissements)
Chers camarades, un mois à peine après la nomination du gouvernement, l'ensemble de nos instances nationales dirigeantes sont renouvelées. Le siège du Parti Socialiste est de nouveau au 10 de la rue de Solferino, dans un bâtiment entièrement rénové, adapté à l'activité d'un parti politique, assurant (du moins quand les travaux seront entièrement terminés) un confort et une sécurité supérieurs pour l'ensemble des personnes qui y travaillent ou qui y sont accueillies.
Je tiens, à ce moment de mon rapport, à saluer la manière dont les permanents du siège se sont adaptés à ces déménagements successifs, assumant par ailleurs

Fondation Jean Jaurès

la surcharge de travail d'une campagne électorale, permettant que s'associent aux tâches diverses les bénévoles et les collaborateurs des groupes parlementaires.
Que tous soient remerciés de leurs efforts et de leur efficacité.
(Applaudissements)
Un mot en particulier pour Henri Pradeaux et Guy Farre, qui ont supervisé à mes côtés l'ensemble des travaux de rénovation du siège du Parti. Vous serez, dès l'automne, conviés à une visite de nos locaux.
Chers camarades, la volonté de rénovation du Parti ne se réduit pas à la réhabilitation de nos locaux, elle se concrétisera dans notre prochain budget par un effort accru de déconcentration des moyens vers les Fédérations qui doivent toutes, grandes ou petites, pouvoir se doter de la logistique nécessaire à l'action d'un parti dont l'ambition est d'être un acteur de changement.
(Applaudissements)
Chers camarades, en accord avec François Hollande, en relation avec Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national aux Fédérations et aux Relations extérieures, je suis en mesure, dès aujourd'hui, de vous annoncer que les fédérations actuellement dépourvues de parlementaires verront leur dotation de péréquation augmenter de 5 000 F mensuellement dès le 1er septembre 1997. Elles sont au nombre de 17.
(Quelques applaudissements)
Ce premier pas prend valeur d'engagement pour l'avenir.
La Direction nationale renouvelée autour de François Hollande s'est donc, vous l'avez compris, rapidement mise au travail.
Le calendrier de préparation de notre Congrès a été présenté et approuvé lors du Conseil national du 14 juin. Le Conseil national d'aujourd'hui doit le convoquer pour les 21, 22 et 23 novembre à Brest, ouvrir la phase des contributions et la période des débats sur la modification des statuts.
Jean-Pierre Bel, qui fera un rapport tout à l'heure, vous présentera les propositions de modifications statutaires approuvées par le Bureau national. Elles ont pour objet essentiel de transposer dans les statuts du Parti la volonté exprimée par les militants lors de la Convention nationale du 14 octobre 1995. Ces propositions sont issues des travaux d'une commission de suivi mise en place le 9 avril dernier et qui a présenté son rapport devant le Bureau National le 1er juillet.
Que Jean-Pierre Bel et Yannick Bodin soient remerciés pour être parvenus à inscrire dans les délais une réflexion collective dont les résultats sont aussi consensuels. L'objectif n'était pas atteint d'avance.
Le Bureau national du 10 juin a pris l'initiative, sur proposition d'Alain Bergounioux et de Jean-Christophe Cambadélis, de lancer une campagne d'adhésion immédiate dont le thème central était le soutien à la déclaration de politique générale du Premier Ministre.
L'organisation d'assemblées ouvertes au niveau local a été souhaitée. De nombreuses Fédérations et sections ont mis en œuvre cette préconisassions dès la fin du mois de juin, ou le feront dans la première quinzaine de juillet.

Fondation Jean Jaurès

Par ailleurs, l'Université d'été, dont les dates et le lieu sont confirmés à La Rochelle et le programme adopté, a déjà reçu plus de 350 inscriptions. Ajoutez à cela le Congrès que le MJS tiendra à la même date et la fédération de nos élus.
Vincent Peillon, sur mandat du Premier Secrétaire délégué met en œuvre les conditions politiques et fonctionnelles d'une cellule "Arguments ripostes" permanente alimentant régulièrement les fédérations du Parti en notes d'analyse ou en argumentaires.
Le Bureau national du 17 juin a décidé d'une forme originale de mobilisation du Parti au lendemain du Sommet d'Amsterdam, dans le cadre de la préparation du sommet de Luxembourg sur l'emploi. Des délégations de notre Parti rencontreront l'ensemble des partis socialistes ou socio-démocrates européens, le président du PSE, la présidente du groupe au Parlement européen pour leur présenter un mémorandum des socialistes français sur la politique européenne de l'emploi.
Pierre Guidoni et Henri Nallet présenteront avant la période estivale un projet de texte devant le bureau national.
Chers camarades, le bureau national du 1er juillet a longuement débattu de la douloureuse question de la fermeture prochaine du site Renault de Vilvorde. Qui peut imaginer que les Socialistes se satisfont de l'issue de ce premier grand conflit social européen ?
Bien sûr que nous sommes déçus au regard de l'enthousiasme que la campagne électorale avait suscité, mais, chers camarades, avec la droite, Renault Vilvorde c'était la chronique d'une mort annoncée d'une suppression brutale de plusieurs milliers d'emplois.
Pour les travailleurs belges, la gauche au pouvoir c'est la réouverture d'un dossier et d'une négociation pour un plan social exemplaire pour tous les salariés, l'émergence d'une nouvelle volonté, d'un mouvement autour d'un mot d'ordre "plus jamais cela en Europe".
Le communiqué du bureau national du 1er juillet traduit à la fois cette lucidité et cette exigence de solidarité, en réclamant notamment le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement et l'élaboration d'une nouvelle politique industrielle ainsi que la revendication que l'entreprise Renault adopte une véritable stratégie de réduction du temps de travail pour éviter tout nouveau plan de licenciement.
Par ailleurs, jeudi dernier, le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale a demandé la création d'une mission d'information commune sur la situation et les perspectives de l'industrie automobile en France et en Europe.
Chers camarades, le conflit de Renault Vilvorde est une épreuve pour les Socialistes. Faisons en sorte qu'il reste comme le symbole de l'exigence d'une nouvelle politique sociale en Europe.
Mes camarades, ce court rapport d'activité illustre la solidarité que le Parti socialiste entend témoigner au gouvernement de gauche dirigé par Lionel Jospin, mais illustre également la volonté des militants socialistes et du Parti socialiste d'être aux côtés de leur gouvernement de véritables acteurs de changement.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Après Alain, en le remerciant, je donne la parole à François Hollande.

François Hollande

Chers camarades, notre conseil national se tient un mois après la constitution du gouvernement de Lionel Jospin et quatre mois avant notre congrès. C'est donc l'occasion peut-être de regarder rapidement derrière nous ce mois où la tâche a été déjà lourde, où des décisions importantes ont été prises, et puis aussi de regarder les mois qui viennent notamment ceux qui vont être consacrés à notre congrès.

Un mois, c'est sans doute trop court, mais c'est déjà très long pour ceux qui gouvernent. C'est trop court pour former un jugement, nous avions d'ailleurs refusé et raillé ces programmes de 40 jours ou de 100 jours pour que nous ne cédions pas nous aussi à ces rétrospectives et à ces bilans.

Pourquoi s'arrêter à un mois ? Néanmoins, puisque notre Conseil national se tient à cette date, constatons que depuis un mois des décisions importantes ont été prises : le relèvement du SMIC, le quadruplement de l'allocation de rentrée scolaire, l'organisation d'une rentrée scolaire dans de meilleures conditions, notamment dans les zones rurales et les ZEP, le souci aussi d'engager rapidement un programme de réhabilitation des logements, la régularisation sous certaines conditions des sans-papiers nés des lois Pasqua. Bref, en un mois des décisions importantes, conséquentes, ont été prises, et nous pouvons nous en réjouir.

Alors, certes, on nous dira quelquefois, d'ailleurs un peu bruyamment, que même si à Amsterdam le cours de la construction européenne a été réorienté en faveur de l'emploi, et c'est bien, le pacte de stabilité a néanmoins été entériné.

On ajoutera même, toujours un peu bruyamment, que même si à Vilvorde le dossier a été réouvert permettant une réindustrialisation du site, organisant un plan social qui n'a plus rien à voir avec ce qui était prévu initialement, il n'empêche que l'usine a été ou va être fermée.

Mais ce serait oublier que sur ces deux dossiers, sur ces deux affaires, les décisions avaient déjà été prises, engagées, confirmées par d'autres que nous, et avec d'autres que nous, je veux dire par là avec le gouvernement précédent, avec un autre gouvernement et avec la Direction d'une entreprise.

Le pacte de stabilité a été signé à Dublin, en décembre 1996, par Jacques Chirac lui-même, son gouvernement de l'époque, au nom de la France. C'était une mauvaise négociation, nous l'avions dit. Elle a pu être corrigée à Amsterdam par un volet emploi dont le contenu devra être approfondi à Luxembourg en novembre prochain, mais c'est vrai que le pacte de stabilité n'a pu être renégocié au-delà de la parole qui avait pu être donnée à Dublin en décembre dernier.

De même qu'à Vilvorde, c'est vrai que nous devons nous souvenir que c'est en mars que la Direction de Renault, brutalement, sans négociation préalable, a

annoncé comme une mesure irrévocable, irréversible, la fermeture du site. Dans ces conditions, le mieux qui pouvait être fait, et cela a été fait, c'est de rouvrir le dossier, de susciter une expertise, de voir si la réduction du temps de travail sur le site était de nature à changer le destin de cette entreprise, et enfin de négocier une réindustrialisation sur le site et un plan social. Ce fut fait, et bien fait.

On peut dire que la réalité n'a pas été corrigée, mais la réalité ne s'efface pas avec des résultats électoraux. On peut dire que le rapport de force a été modifié, mais il ne disparaît pas simplement d'un coup de baguette magique. On peut dire aussi que les compromis ont été revus, mais pas en 30 jours il n'est possible de changer la nature de l'économie qui est la nôtre, pas en 30 jours il n'est possible d'inverser le cours des négociations. Ou alors, si l'on pense que c'est en 30 jours que tout s'inverse, que tout s'efface, que tout se corrige, il faut raccourcir, mes camarades, la durée des mandats politiques car c'est bien parce que l'action politique, dans une démocratie, s'inscrit dans la durée que le mandat qui est donné à une assemblée nationale est de cinq ans, et que nous n'avons pas envisagé, au moins pour ce mandat-là, de le raccourcir.

Les Français sont devenus lucides, on s'en faisait l'observation dès notre dernier conseil national. C'est cette lucidité qui nous a permis de déjouer le piège de la dissolution.

C'est cette lucidité qui est, aujourd'hui, notre principal allié. Les effets d'annonce n'opèrent plus, ce sont les actes qui seront jugés, et ce que les Français attendent de nous c'est bien sûr la fidélité à nos engagements, mais aussi la persévérance à mettre en œuvre les promesses, et ce sont surtout les résultats qui sont attendus.

Dans ce contexte institutionnel, politique et même social, il faut revenir, et c'est le sens de ce conseil national, sur le rôle de notre Parti dans les mois et les années qui viennent.

Chacun d'ailleurs en convient, le Parti socialiste, dans cette phase, doit être un acteur, un relais, et même disent certains un aiguillon, même si je fais la remarque qu'on peut s'exprimer sans donner pour autant des coups d'aiguille, mais aiguillonnons quelquefois lorsque c'est nécessaire. Mais au-delà des mots, quelle est la traduction dans la réalité de ce rôle du Parti Socialiste ?

Je crois que dans la période actuelle, nous pourrions tous ensemble nous fixer trois ambitions pour le Parti.

D'abord, il doit être fier de soutenir le gouvernement. Je prendrai le seul exemple du plafonnement des allocations familiales. Je crois que cette mesure, au-delà de son annonce, a été comprise comme une mesure de justice, comme une mesure utile, comme une mesure importante dès lors qu'elle restait limitée au seul secteur des prestations familiales. Je pense que les Socialistes, dans cette période-là, avec cette annonce-là, avec cette mesure-là ont été plutôt à l'aise pour la défendre devant leurs propres électeurs ; en tout cas plus à l'aise que Maxime Gremetz manifestant avec Christine Boutin devant l'Assemblée Nationale !

(Applaudissements)

Soyons fiers quand nous agissons dans le bon sens !

Fondation Jean Jaurès

Deuxièmement, demandons, et c'est notre deuxième rôle, de participer à l'élaboration collective de nos choix politiques. Le Parti socialiste n'est pas spectateur, il n'est pas confiné au rôle d'applaudissement zélé à chaque déclaration ; il doit être un acteur, cela veut dire qu'il doit participer, et c'est ce que nous propose le gouvernement, il doit participer à l'élaboration des choix qui nous concernent tous.

Je prendrai là encore deux exemples tirés de l'actualité :

Lorsqu'à notre dernier Bureau national du Parti Socialiste, nous avons souhaité que l'autorisation administrative de licenciement soit plus rapidement rétablie, qu'un texte de loi soit, dès la session d'automne, inscrite pour que cette question soit enfin posée et que la réponse soit enfin donnée dans le sens souhaité. Je crois que nous avons agi dans la bonne direction, car il fallait indiquer à l'opinion publique que c'était là notre perspective, et qu'il n'était pas forcément, dans le cadre actuel des plans sociaux annoncés de façon brutale et parfois cynique, inutile de fixer cette orientation là à notre action commune.

Deuxièmement, nous avons souhaité à l'initiative de certains, qu'il y ait un grand débat sur l'avenir de l'industrie automobile. Je suis heureux de voir que le gouvernement a entendu cette demande, et ce débat pourra s'ouvrir, nous aurons participé à l'élaboration des choix qui concernent le pays. Lorsque ce fameux audit sera connu au mois de juillet, le 21 juillet, des discussions importantes auront lieu. Lionel Jospin lui-même a souhaité qu'il y ait des débats et des discussions sur les enjeux, sur les marges de manœuvre, sur les conditions de la réussite.

Je crois que le parti pourra aussi, à partir des résultats de cet audit, donner son mot sur les grands engagements fiscaux, financiers qui concernent le pays, et qu'à partir de là la discussion budgétaire pourra aussi tenir compte de nos observations.

Troisième mission, c'est que le parti ne doit pas oublier ses adversaires. Dans notre philosophie, il n'y a pas d'un côté le gouvernement, et de l'autre le Parti Socialiste, il y en a d'autres qui veulent exister, qui se réunissent d'ailleurs prochainement, c'est-à-dire d'abord la Droite et la Droite a adopté ces derniers jours une posture qui fait du libéralisme sa doctrine.

A l'UDF le choix est quasiment emblématique, à travers la désignation de Madelin, et de l'équipe qui l'entoure. C'est une équipe de droite, assumant l'ultra-libéralisme comme doctrine et même au RPR, le choix de Philippe Seguin est en fait un brouillard qui dissimule mal ce qu'est l'orientation qui est en fait balladurienne depuis plusieurs années, cela ne se réduit pas simplement à la présence ou à l'absence de Nicolas Sarkozy du dispositif.

Il y a au RPR comme à l'UDF un choix qui est celui du libéralisme.

Il y a un autre choix qui celui-là est caché, honteux, qui s'élabore sous nos yeux qui est la discussion avec l'extrême droite. Nous avons été déjà surpris mais pas finalement étonnés, que lors des élections législatives, il y ait eu plus que des pourparlers entre certains candidats de droite et le Front National. On a même eu la preuve que certains candidats avaient signé des papiers, témoignant de leur engagement derrière les thèses du Front National et notamment la préférence

nationale. Certains ont même été élus sur cette base. Peu de temps après, il y a eu par voie de presse des échanges entre l'extrême droite et la Droite, laissant entendre que des passerelles pourraient dans certaines régions, dans certains départements, être lancées.
Nous avons appris qu'il y avait même plus que cela, des dîners qui pouvaient rassembler des personnalités qui n'étaient pas d'ailleurs aussi différentes que Pandraud et Le Pen.
Mais il n'empêche qu'on voit dans la Droite française que ce débat est posé et nous resterions silencieux et nous ne marquerions pas que les limites sont transgressées ? On attend de nous et par rapport à une extrême droite qui continue ses manœuvres d'exclusion (regardons ce qui se passe à Vitrolles, licenciement d'une directrice de cinéma parce qu'elle a programmé un film passé à la télévision concernant le Sida, ce qui pourrait donner la preuve que l'ordre moral serait froissé) que nous réagissions.
Voilà ce qu'est la Droite, ce qu'est l'extrême droite, voilà ce que sont nos adversaires. Le Parti Socialiste a une mission qui n'échappera à personne.
Si je voulais ajouter à la liste des adversaires, il suffirait de lire les déclarations patronales aujourd'hui pour se rendre compte que nous n'allons pas évoluer dans un environnement économique et social serein. Regardez comme a été rapide la réaction du patronat avec des termes incroyables par rapport aux annonces non confirmées de relèvement de la fiscalité des entreprises.
Cela n'a pas traîné pour que d'un seul coup tous les spectres, tous les fantasmes, y compris les coups de bourse soient organisés. Nous avons des adversaires, comprenons bien l'enjeu du débat politique.
Bref, et j'en termine, je crois que ce que nous avons comme perspective c'est d'avoir un parti vivant, Lionel Jospin l'a dit, cela veut dire aussi avoir du savoir vivre, c'est-à-dire respecter les idées des autres, et avoir suffisamment de fraternité pour s'entendre mutuellement, un parti qui prend des positions et des positions souvent franches, sincères, un parti qui débat en son sein, mais qui n'oublie pas de discuter aussi avec nos partenaires et de dialoguer aussi avec nos électeurs et avec les Français, un Parti qui a son identité, qui ne la construit pas exclusivement par rapport au gouvernement, une identité ce sont des valeurs, des idées, ce sont des propositions. A nous de les imposer.
Enfin, un parti qui assume le pouvoir qui ne considère pas que notre présence au gouvernement soit une exception, forcément limitée dans le temps, ou l'occupation des places qui n'aboutit pas à changer profondément la société, ou encore un mauvais sort car on est tellement mieux dans l'opposition. Mais je crois que le rôle du Parti doit être au cœur de nos discussions, et surtout de nos actes, car tout au long des prochains mois, nous aurons toujours à affirmer notre identité, à donner aux Français des perspectives et à assumer la bataille contre la Droite et l'extrême droite.
Pour conclure, juste un mot sur la réforme du mode de scrutin régional. C'est vrai que nous sommes devant une aspiration profonde d'un changement de mode de scrutin. Jack Lang m'a écrit pour me rappeler qu'au cours d'une convention nous avions tous ce souhait qu'il y ait cette évolution du mode de

scrutin et en même temps nous savons que le gouvernement ne peut pas en prendre l'initiative à quelques mois du mode de scrutin de la changer. Alors il faut que les groupes parlementaires, le Parti Socialiste s'organisent pour essayer de voir si un accord le plus large possible peut être obtenu d'abord de nos partenaires et ensuite de l'autre côté afin de changer ce mode de scrutin. Mais il faut aussi faire vite, c'est pourquoi Jean-Marc Ayrauld dans un premier temps, mais aussi Jean-Christophe Cambadélis pour le Parti Socialiste, ont engagé des discussions et Jean-Christophe en fera rapport tout à l'heure.
J'insiste sur un point simplement, c'est qu'il faut ne pas perdre de temps et il ne faut pas non plus que l'on reste l'arme au pied, par rapport à nos désignations, sujet sensible, c'est pourquoi nous ne pouvons pas en débattre au Conseil national pour le moment. Je demanderai au Conseil national de donner mandat au Bureau national pour que d'ici la fin du mois de juillet le calendrier de désignation de nos candidats soit fixé afin que chacun puisse s'organiser.
La deuxième remarque que je voulais faire c'est sur notre Congrès, et j'en aurai vraiment terminé, ce sera un moment important pour notre vie interne, ce sera aussi un moment important pour notre image externe, chacun le comprendra. Ce sera un moment important de la vie politique du pays. C'est l'occasion d'un débat sur nos orientations, sur les trois prochaines années, mais le contexte par rapport à il y a quelques semaines, a changé, nous sommes - cela n'a échappé à personne - le principal parti de la majorité, nous assumons la direction du gouvernement, cela nous confère des droits et notamment celui d'être associé, je le rappelais, aux décisions qui concernent le pays.
Mais cela nous confère aussi des devoirs, celui à mes yeux de l'unité dans le respect de nos diversités. Voilà pourquoi, sauf s'il s'exprimait des lignes politiques clairement contradictoires, je souhaite que nous rentrions dans ce Congrès avec la perspective du rassemblement le plus large. Nous avons gagné ensemble, je vous propose de réussir ensemble le changement. Merci.
(Applaudissements).

Le président - Merci à François Hollande.
La parole est à Lionel Jospin.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Mes chers camarades, cher Michel, cher François, je suis naturellement heureux de vous retrouver à la Mutualité, après une période qui a été riche en événements politiques nationaux comme internationaux. J'ai été avec vous le 15 juin, je suis avec vous le 5 juillet, et c'est pour moi un moment, une façon de partager un moment d'analyse politique, mais aussi un moment d'amitié politique.
Il y a des échéances importantes qui se profilent, il y a naturellement notre Congrès de novembre à Brest, et je ne me désintéresse pas de ce Congrès, même si mes fonctions gouvernementales m'intègreront de façon différente, j'imagine, dans notre débat, et même si, et surtout si, la responsabilité de la préparation et

de la conduite de ce Congrès vous appartient à tous collectivement bien sûr, mais va appartenir notamment au Premier Secrétaire délégué, François Hollande.
Il y a aussi les échéances politiques et les problèmes du pays. Et ils sont pour nous l'essentiel car nous sommes une communauté vivante d'hommes, de femmes, de militants, mais nous sommes aussi un outil, un instrument, nous ne sommes pas qu'une fin en soi, nous ne recherchons pas en nous-mêmes notre propre fin, nous ne vivons pas séparés du reste de la société, du pays, ou des bouleversements internationaux. Notre vie militante et donc ce qui se passe à l'extérieur, surtout en position de gouverner, donc en position de responsabilité, restent pour nous essentiels et doivent toujours être reliés aux débats que nous menons dans le Parti.
En ce qui concerne le Congrès, il va se réunir à sa date normale, c'est-à-dire trois ans après le précédent, celui de Liévin, le moins que l'on puisse dire c'est que beaucoup de choses ont changé à la fois dans la vie politique et aussi dans le parti depuis ce Congrès de Liévin.
Celui-ci se voulait un Congrès de clarification, et à certains égards d'ailleurs il y a coopérer, il était aussi, souvenez-vous, de circonstance, un Congrès de salut à François Mitterrand qui était venu tout près de nous, sinon en notre sein, il était un Congrès d'attente par rapport à l'élection présidentielle qui se profilait, il fut, me semble-t-il, en tout cas je l'ai toujours analysé comme cela, à ce moment là, et après, un Congrès un peu d'hésitation, d'oscillation, entre une ligne intérieure pour le Parti et une approche politique au fond différente qui était acceptée pour l'élection présidentielle autour d'un candidat espéré.
Ce fut aussi, souvenons-nous en, un Congrès d'opposition, même si cela, à l'époque, n'a pas été toujours marqué dans les textes malgré le souhait de celui qui était le Premier Secrétaire à ce moment là.
La vie politique, le choix des hommes, le vote des militants ont entraîné un autre cours des choses. J'ai été le candidat choisi par le Parti pour l'élection présidentielle, j'ai mené cette campagne avec vous, sur une orientation qui était conforme à mon analyse du passé et des problèmes d'aujourd'hui, et de demain, tels que je les voyais, mais aussi sur une orientation dont je pensais qu'elle pouvait nous rassembler, par rapport à la période antérieure et peut`-être aussi nous réconcilier avec nous-mêmes.
J'ai été ensuite, après les élections présidentielle, réélu Premier Secrétaire du Parti Socialiste par les militants. Je l'ai dirigé avec le Conseil national, et le Bureau national issus du Congrès de Liévin, je l'ai dirigé en travaillant avec tous, je l'ai conduit en m'efforçant avec la direction, le secrétariat, le bureau de préparer le parti aux échéances politiques qui venaient, et les échéances, cela n'a pas dépendu de nous, sont venues plus tôt.
J'ai alors conduit la bataille législative avec vous tous, avec nos candidats dans les 577 circonscriptions de France, nous avons gagné les élections législatives, en créant la surprise, nous avons gagné sur des orientations et pas sur une autre orientation, et nous n'aurions pas gagné ces élections sur une autre orientation, j'en suis convaincu.

C'est la première fois, sous la Vème République, que le Parti Socialiste et la gauche gagnent une élection législative d'entrée de jeu, sans être passé par l'aimant que donnent les élections présidentielles et ce fut deux fois le cas avec François Mitterrand, nous sommes dans une cohabitation d'un sens inversé par rapport à celle de 1986-1998, celle qui compte vraiment en réalité du point de vue de la confrontation politique, celle de 1993-1995, pour d'autres raisons, étant différente.
Mais en même temps, nous devons tirer de ces cohabitations en sens inversé une conclusion semblable, une même leçon.
Si nous avons gagné en 1988 à l'issue de la cohabitation d'une cohabitation sans doute, on peut l'espérer, plus brève que celle à laquelle nous serons confrontés, c'est parce que nous avons été capables d'agir, le Parti, les centres de pouvoir, l'Etat qui étaient les nôtres, que nous avions conquis par le suffrage en pleine cohérence et en solidarité, et je dirai même du point de vue de la démarche politique, avec l'esprit de finesse qui, nécessairement, doit accompagner ces périodes plus complexes, plus subtiles que celle où tout le pouvoir est du même côté.
(Applaudissements)
Je continuerai. Dans quatre mois, je ne serai plus le Premier Secrétaire du Parti, c'est le choix qui apparaissait raisonnable à tous et, d'ailleurs, dès aujourd'hui, en réalité, c'est François Hollande qui dirige le Parti Socialiste, mais je continuerai à agir avec vous, politiquement avec vous, en contacts directs avec vous.
Dans nos institutions, le président de la République, fut-il de gauche, en tout cas c'est l'expérience que nous avons faite, s'éloigne non pas par le cœur, non pas par l'esprit, non pas par les valeurs partagées, mais s'éloigne physiquement, pratiquement, du débat politique, de la vie politique que mènent ensemble les socialistes. Il n'est plus dans les Congrès, il n'est plus dans les conseils nationaux, il est encore moins dans les bureaux nationaux. Il ne va pas devant les groupes parlementaires, d'ailleurs, cela ne lui est pas autorisé par la Constitution, alors, il a des amis, il a des rencontres, il va dans des cérémonies, il y a quelques meetings, mais même les meetings, souvenez-vous de la campagne, ces distances physiques, symboliques, mises entre lui et nous, c'est le jeu de la Vème république et nous n'en avons pas changé complètement l'esprit, c'est clair.
Ce n'est pas le cas du Premier Ministre dans la Vème République. (Il y en a eu plusieurs, je vois Pierre Mauroy qui a été le premier, j'ai aperçu Laurent à qui je faisais signe au fond de la salle, je ne sais pas si Michel Rocard est là, en tout cas il y a au moins deux Premiers Ministres dans cette salle) Il continue, il doit continuer à mener l'action politique, non pas en confondant les genres, mais en accompagnant le Parti majoritaire dans son action, c'est en outre ma culture et c'est mon intention.
(Applaudissements)
Mais le Parti sera dirigé librement pas ses responsables. Les Ministres, moi même, nous viendrons, à notre place, dans nos fonctions, autant que nous le

pourrons, d'ailleurs même ce matin je ne pourrai pas rester sans doute au delà d'une certaine heure, parce que le samedi pour moi, j'en ai l'expérience, est une journée de travail à temps plein, surtout quand j'ai été passé la journée dans ma circonscription et mon département, ce qui a été le cas hier, mais nous participerons à notre place, dans nos fonctions nouvelles. Les contacts seront réguliers, ils ont déjà commencé à s'organiser avec le Premier Secrétaire du Parti, avec le président du groupe à l'Assemblée Nationale, avec le président du groupe au Sénat, ou sous d'autres formes moins fréquentes, bien sûr, avec la présidente du groupe au parlement européen, en tout cas notre délégation au parlement européen et puisque c'est la dernière à avoir été désignée, je veux féliciter Pervenche Bérès de son élection.
(Applaudissements)
Les contacts se noueront, ils ont déjà commencés, entre les Ministres, le gouvernement, le Premier Ministre et les groupes parlementaires dans le travail parlementaire, particulièrement avec les Commissions, les présidents de Commissions parlementaires qui doivent être pleinement associés, mais en même temps nous devons y veiller, et le Premier Secrétaire au besoin aura à nous le redire, éventuellement à me le redire, il faut que le Parti soit dirigé par ses responsables et non pas de l'extérieur, je l'ai dit à une autre époque, je le pense de la même manière et je m'efforcerai de l'appliquer dans une situation différente maintenant.
Le Congrès de Brest doit être un congrès, à mes yeux, de libre débat, de solidarité, entre nous et de rassemblement, c'est, je crois, l'esprit qu'indiquait François Hollande.
Ne laissons surtout pas perdre dans une démarche qui serait une démarche régressive, ce que nous avons patiemment restauré au cours de ces dernières années au point de retrouver à nouveau la confiance des français
Faites, si vous le voulez bien, de ce Congrès un congrès positif de débats, de propositions sur les grandes orientations.
En ce qui concerne les échéances qui sont devant nous dans le pays, il nous faudra agir collectivement et solidairement. J'ai dit : je ne veux pas agir solitairement mais solidairement, et à cet égard je voudrais vous donner quelques éléments sur la conception qui est la mienne.
La première exigence à laquelle nous sommes confrontés c'est certainement une urgence de vérité face au peuple français. Je me suis exprimé jeudi soir à la télévision sur ce thème notamment, et j'ai dit et répété mon engagement premier : le devoir de vérité. Ce devoir est à mes yeux fondamental. Je dirai même qu'il est fondateur ou refondateur de la relation démocratique que nous devons construire avec le pays qui le souhaite et en a besoin.
Naturellement nous avons l'intention de tenir nos engagements, ceux que nous avons pris devant les Françaises et les Français, mais nous aurons, ces engagements, à les tenir dans des conditions difficiles.
On pourrait sans doute s'en douter et quand on cherche quelle a été la raison première de la dissolution au-delà de l'exercice de la ruse en politique ou dans l'histoire qui ne se trompe pas toujours, c'est certainement la seule qu'on puisse

au fond retenir : la volonté du gouvernement d'anticiper sur les difficultés et de faire des élections avant que ne surgissent ces difficultés. C'est pourquoi nous en héritons.
Mais ces difficultés sont souvent plus sérieuses, que personnellement en tout cas sur un certain nombre de dossiers, que je n'avais pas l'occasion de pratiquer comme je dois les pratiquer maintenant, je ne le pensais et plus graves.
Le chômage a encore crû au mois de mai de plus de 30 000, et les perspectives ne sont pas forcément bonnes de ce point de vue. Les déficits publics, en particulier les déficits sociaux, sont importants et surtout ils ne sont pas en voie spontanée de résorption, mais au contraire en situation de dérapage.
Beaucoup d'engagements, de proclamations, parfois de textes qui ont été présentés au pays n'étaient pas financés, les mesures n'étaient pas gagées, et beaucoup de recettes ne valaient ou ne valent que l'espace d'un budget, l'exemple naturellement le plus frappant, c'est la soulte de France Télécom, on pourrait trouver d'autres exemples, ce qui veut dire que par simple projection mécanique, les recettes importantes disparaissant le déficit est prévu pour s'aggraver toutes conditions restant les mêmes.
Il existe, par ailleurs, un certain nombre de dossiers qui n'ont pas été traités ou qui ont été mal traités par l'équipe gouvernementale précédente et ils sont légion dans le champ des questions industrielles ou financières : le GAN, le CIC, Thomson, les industries d'armement nous présentent à cet égard des choix difficiles.
Il faut s'en saisir donc aujourd'hui en hâte, sous l'effet de l'urgence, alors que nous constatons que les dossiers n'étaient pas murs, que des engagements souvent très stricts, j'entends de nature juridique, inscrits dans des traités susceptibles d'opérer des traductions devant des organes communautaires, si on ne s'y plie pas, ont été pris dans plusieurs de ces dossiers devant la Commission européenne et parce que ces dossiers n'ont pas abouti au cours des quatre ou au cours des deux dernières années, nous les retrouvons devant nous et en même temps nous ne pouvons pas improviser à la hâte des solutions sur des choix industriels qui sont souvent extraordinairement difficiles à faire, parce que porteurs d'aléas.
Il faudra pourtant faire des choix dans ces domaines comme dans d'autres et face à une réalité économique et sociale, face à des rendez-vous qui sont devant nous, nous le savons tous et qui portent en eux-mêmes des tensions contradictoires, face à une situation économique et sociale dégradée, il faudra bien que nous hiérarchisions les priorités de l'action du gouvernement, les priorités de l'action de la gauche et la hiérarchie que je retiens est la suivante :
L'emploi, c'est ce qui doit avant tout nous guider,
La lutte contre les inégalités et pour la justice sociale,
La performance économique du pays, cette économie que nous devons muscler, parce que sinon aucune politique sociale ne tiendra longtemps,
Enfin, l'engagement européen, parce que c'est pour les Socialistes, un choix historique et un choix stratégique.

Fondation Jean Jaurès

Ces choix seront faits devant le pays, ils ne seront pas faits dans le confort relatif et de toute façon provisoire du silence plus ou moins confortable des antichambres ministérielles ou sous la pression de je ne sais quel groupe de pression, ou encore dans le dos des Français.
Ces choix seront examinés et débattus au sein du gouvernement, ils seront proposés, débattus et, je l'espère, faits ensemble avec les groupes parlementaires qui assurent la majorité du gouvernement et au premier chef, naturellement, avec le groupe parlementaire majoritaire, avec le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale et avec le Parti.
Les termes et la portée de ces choix seront clairement exposés devant l'ensemble des Français à commencer, bien sûr, par les citoyens que sont les socialistes.
Cela ne signifie évidemment pas qu'il faille une consultation expresse des citoyens, comme je l'ai entendu ou lu ici ou là à partir de mon intervention de jeudi qui, à mon sens, ne l'autorisait nullement.
Mais, en revanche, les données des choix à faire seront clairement exposées au pays et notamment à ceux qui portent la responsabilité c'est-à-dire à nous mêmes.
Ensuite, comme cela est normal en démocratie, le gouvernement que je dirige et moi même feront notre choix et assumeront pleinement notre responsabilité qui est de conduire l'action de l'exécutif.
J'ai dit que la gauche était la majorité, était pluriel, et à cet égard, je dois dire que je suis fier d'être le second Premier Ministre après Pierre Mauroy à renouer avec un gouverne: et avec une majorité qui comportent l'ensemble de la gauche et en plus un courant nouveau, novateur à certains égards, qui est la fraction la plus dynamique, la plus ouverte, la plus sociale et la plus cohérente de l'écologie.
Je suis fier de renouer avec cette tradition de diversité et de rassemblement, avec cette logique de l'union de la gauche revisitée, mais il est bien évident surtout ici que ce qui m'intéresse au premier chef, c'est la relation entre le gouvernement et le parti socialiste dont j'attends finalement le soutien le débat et la proposition
Il faut pour poser les termes des débats qui s'ouvriront forcément, notamment à partir du moment où nous avons un Congrès, s'entendre sur une chose : je me sens comptable de l'orientation de la ligne qui a été souvent d'ailleurs assez unanimement, mais en tout cas à partir d'un certain nombre de réticences ou de propositions un peu différentes, majoritairement et souvent très majoritairement définies par le Parti, donc je me sens comptable de mes propres engagements
L'orientation que préconisent certains du moins à travers un certain nombre d'exemples de prises de position, peut-être intéressante, ma elle a un défaut, c'est qu'elle n'aurait pas eu l'occasion d'être appliquée parce que nous n'aurions pas pu gagner avec cette orientation devant le pays. Il faut que ce soit clair, à mon avis.
(Applaudissements)
J'ai toujours dit....

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Luc Mélenchon - Un morceau en tout cas a permis de gagner.

Lionel Jospin - Oui, mais amalgamé, synthétisé à autre chose et il faut y rester fidèle, c'est le problème. Mais un morceau. Je ne vais pas revenir sur nos histoires... c'était quoi ?... des framboises ?...

Jean-Luc Mélenchon - C'était les 35 H, cela peut être l'autorisation administrative de licenciement.

Lionel Jospin - Spontanément, j'allais sourire et puis tout à coup je n'ai plus envie de sourire, non pas pour des raisons politiques mais parce que je me rappelle que ce débat était noué avec Jean Poperen et qu'évidemment, rétrospectivement et dans la situation à la fois dramatique et inextricable dans laquelle il est, tout cela prend un caractère ou un relief tout à fait différent.

Donc, je pense que c'est sur cette orientation qui a été une orientation de synthèse dans laquelle on a amalgamé, on a rejoint, mais qui a gardé quand même une orientation principale et première, que nous avons gagné.
De la même manière, avant la campagne, pendant la campagne et aujourd'hui, j'ai toujours dit que je récusais la théorie des 100 jours. Cela nous a arrangés tous de récuser la théorie des 40 jours d'Alain Juppé qui était assez baroque, mais je ne me suis pas rallié pour autant à une théorie des 30 jours puisque cela fait quasiment 30 jours que le gouvernement a été constitué et dans un certain nombre de domaines, par exemple le Plan Emploi-Jeunes, par exemple la conférence salariale, le gouvernement a fait le choix délibéré non pas de faire des annonces, non pas de réunir des forums sociaux qui auraient été des dégrèvements débouchant sur rien parce que nous n'aurions pas été en mesure de proposer une vraie démarche concrète, mais de se donner le temps de préparer sérieusement les choses, d'ailleurs, avec vous, notamment sur le programme Jeunes, avec ces chargés de mission que Martine Aubry met en place en accord avec les Ministres et dont certains viennent d'ailleurs, je crois, du groupe parlementaire, avec des élus qui se sont engagés pendant la campagne sur le plan Emploi des jeunes, notamment les élus socialistes. Et, c'est fort d'un travail concret que nous pourrons avancer à partir du moment où nous ferons de l'annonce véritablement devant le pays.
L'une d'entre nous dans, je crois, un hebdomadaire, cette semaine, a dit : "Tous les actes forts d'un gouvernement doivent être donnés dès le départ."
Moi, je voudrais singulièrement nuancer cette affirmation qui renvoie au débat que j'évoquais à l'instant.
Oui, je crois que le sens de ce que l'on veut faire, les grandes orientations autour desquelles on va travailler, tout cela doit être donné dès le départ. Mais tous les actes d'un gouvernement dès le départ, non, ce n'est absolument pas mon approche. Cela, c'est la garantie de la fausse rupture, celle qui, parce que vous avez annoncé, mais en règle générale plus posé ou annoncé qu'inscrit

véritablement dans la réalité des actes, vous rend quitte pour la suite. Cela, c'est la garantie de déboucher sur l'immobilisme.
J'espère bien que, dans un an ou deux ans au plus tard, nous serons encore capables au gouvernement de poser des actes importants pour les Françaises et les Français dans la réalité.
(Applaudissements)
Nous attendons de vous au gouvernement un soutien lucide mais réel, sans complaisance mais aussi sans arrière-pensée. Vous êtes le parti de la majorité. Si, face à la droite, si dans une majorité plurielle, ce sont de nos rangs que, sitôt, fusent les premières critiques, si c'est de la que semble venir l'incitation au désenchantement, si l'on ne marque pas clairement en quoi, y compris sur des dossiers difficiles, la pratique de la gauche d'entrée est différente de celle qui fut celle de la droite, alors comment convaincre ?
Ce n'est pas en tout cas l'état d'esprit que j'ai trouvé à la base. Je peux vous le dire puisque j'étais pleinement immergé, hier, du matin jusqu'au soir, dans la réalité des élus et des militants de la Haute-Garonne, ma fédération. Vous pouvez attendre de moi, vous pouvez attendre du gouvernement l'écoute et le débat. Certains d'entre nous ont connu, ont même appartenu à des gouvernements où l'on ne débattait pas ou très peu. On se souvient de l'exemple célèbre du Traité de Maastricht. Dans le gouvernement d'aujourd'hui, le mot "collégialité" a un sens car on débat des orientations et les décisions sont donc prises après et, on peut l'espérer, engage les membres du gouvernement. C'est en tout cas ce qui s'est produit jusqu'à maintenant.
Avec le Parti Socialiste, naturellement, le débat a toujours été de règle et il doit en aller de même dans l'avenir. Rien ne sera fait sans vous. Vous serez étroitement associés aux décisions et ces décisions seront aussi les vôtres.
Je suis pleinement pour le débat. Je suis pour l'élaboration collective, non seulement dans le parti mais dans la relation entre le gouvernement et le parti. Je ne souhaite pas de spectateurs grognons de l'action conduite par le gouvernement mais je souhaite au contraire des responsables politiques associés, notamment quand ils sont en responsabilité, disant leur choix, proposant éventuellement des alternatives - j'y reviendrai - puis solidaires des décisions.
Les responsables, les élus, les militants du Parti seront donc associés à la discussion, que ce soit dans le Bureau national ou dans le Conseil national, que ce soit dans les groupes parlementaires ou que ce soit à l'occasion du congrès qui vient. Et associés à la discussion, non pas partir seulement de la critique ou de l'affirmation générale, mais de la proposition alternative. C'est la méthode que je vous propose et c'est là, à mon sens, où se situe un vrai espace de discussion, un vrai rôle pour le Parti Socialiste renouvelé, inspiré de la démocratie, essayant de modifier plus que nous n'avons su le faire dans le passé, les pratiques de la Vème République, qui n'était pas une Constitution faite pour nous. C'est là, effectivement, la méthode qui est au cœur de la démarche que je propose à partir de la réalité gouvernementale, le Parti décidant librement.

Fondation Jean-Jaurès

Amsterdam : ce n'est pas simplement critiquer Amsterdam, ce qu'on y a obtenu ou pas. C'est dire : qu'est-ce qu'il fallait faire ?
Moi, je dis clairement qu'avec un gouvernement constitué 5 jours après un Ecofine où il y avait à choisir ou à entériner le Pacte de stabilité, avec un président de la République, me disant clairement : "J'ai engagé la parole de la France à Amsterdam au Sommet c'est moi qui parlerai pour exprimer la position de la France et je dirai que la position de la France est entérinée", j'ai décidé de ne pas ouvrir l'action gouvernementale et le début de cette majorité, et le début de la vie du groupe parlementaire par une crise de cohabitation, par une crise européenne avec l'ensemble de nos partenaires et par une crise d'échange ! C'est un choix !
(Applaudissements).
Ce choix peut être critiqué mais il faut en proposer un autre et dire comment il fallait agir.
Dans ce cadre, sur un Pacte de stabilité que je n'ai pas approuvé et dont nous verrons bien, d'ailleurs, s'il s'appliquera le moment venu parce qu'on n'en est pas là de toute façon, nous avons essayé d'ouvrir des espaces nouveaux et nous l'avons fait, y compris en secouant un peu l'Europe… je peux vous dire que c'est peut-être facile de dire un certain nombre de choses mais quand je me suis retrouvé - un certain nombre de Parlementaires européens ou de délégués de la Délégation en ont eu quelques échos - à Malmö et que pendant deux heures, j'ai commencé à dire comment on voyait les problèmes devant l'ensemble des leaders socio-démocrates, je peux vous dire que ça secouait un peu et même un max... (rires)... et dans le sommet franco-allemand, rappelez-vous quand même, ce n'était pas l'euphorie, et dans la préparation de l'Ecofine suivant et du sommet d'Amsterdam là encore on s'interrogeait : est-ce la crise ? Donc, nous avons essayé de tirer le maximum dans une situation donnée et je pense que nous l'avons obtenu, nous avons ouvert des espaces nouveaux, ces espaces nouveaux il faudra s'efforcer de les nourrir.
Vilvorde : à aucun moment, vous le savez, mais cela n'est pas un argument suffisant dans la campagne, j'ai dit ou nous n'avons dit : "Si nous gagnons, Vilvorde sera rouvert", y compris parce que nous ne connaissions pas la réalité du dossier industriel mais nous avions beaucoup de raisons de croire que les choses étaient sérieusement engagées.
Donc, là aussi, on a immédiatement rouvert la discussion. J'ai reçu le Premier Ministre belge, à sa demande, je pouvais ne pas le recevoir. Immédiatement, le ministre de l'Economie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn, le Secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, ont rouvert les discussions avec le PDG de Renault.
Moi-même, au moins à travers mes conseillers, nous l'avons fait et nous avons dit : nous ne pouvons pas en rester là. Nous voulons rouvrir le dossier, nous ne voulons pas que la fermeture soit immédiate, nous voulons qu'on rediscute avec les syndicats, nous voulons un plan de réindustrialisation, même partiel, nous voulons qu'on aille plus loin dans le plan social.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons essayé de faire bouger les choses avec, en face de nous, un partenaire industriel, il faut le comprendre, qui disait : “Écoutez, si vous faites toutes les choses à notre place, si vous prenez la main, si vous décidez à la place de l’entreprise, on vous laisse le dossier et vous le réglez”.
Fallait-il prendre ce dossier purement politiquement à la place de l’entreprise ?
Donc, il fallait à la fois pousser, il fallait en même temps tenir compte des problèmes tenant au fait de garder la face, de diriger son entreprise. Donc, c’est dans cet espace que nous avons joué la discussion et que nous avons fait avancer les choses.
Que fallait-il faire d’autre ? Est-ce qu’il fallait dire : Vilvorde ne doit pas fermer, ce qui ouvrait immédiatement le problème de la direction de Renault, est-ce qu’il fallait que nous, sur une décision prise par une entreprise et non par nous, prise sous la droite et non pas sous nous, nous reprenions directement, d’entrée de jeu, ce problème alors qu’en plus, tout le monde sait bien, y compris des votes dans l’entreprise l’avaient montré, que les travailleurs de Vilvorde au fond avaient accepté l’évolution inéluctable ?
Alors, voilà les conditions dans lesquelles nous avons tranché.
Sur les déficits publics, si l’on constate que les déficits dérapent, et nous le saurons avec l’évaluation mais nous savons déjà qu’ils dérapent, on décidera de prendre en compte ou de ne pas prendre en compte, on essaiera de réagir ou de ne pas réagir et d’en tirer telles conséquences, y compris pour un certain nombre de rendez vous dont, certes, nous avons défini les conditions mais celles-ci ne touchent pas aux critères, même si sur les critères on en parlera le moment venu, mais moi je n’en parlerai jamais, je m’étonne de voir, mais c’est vrai qu’il y a des élections, qu’il ne se passe pas une journée dans un pays voisin et ami où l’on ne parle que de ces problèmes et d’ailleurs que d’un critère alors qu’accessoirement il y en a, si je ne me trompe, 5.
Je ne vais pas alimenter la chronique des critères, nous verrons bien les conditions dans lesquelles se fera le rendez vous européen qui sera aussi un rendez vous historique et politique mais est-ce que, d’entrée de jeu, si cela dérape, on décide de laisser déraper ? Si on laisse déraper, cela veut dire : le rendez vous européen.
Ces débats, nous les aurons. Nous les aurons avec chacun d’entre vous et il faudra que chacun propose ses solutions alternatives, soit`prêt à les assumer et que le Parti tranche pour lui-même, que le gouvernement également tranche.
Voilà exactement ce que je vous propose, non pas assister en spectateur, non pas choisir d’abord de critiquer, la critique est normale, je l’accepte, mais aussi penser, j’en dirai un mot dans un instant, de soutenir et d’être solidaire, et de prendre véritablement sa part de responsabilité dans la définition d’une politique dans tous les champs de l’action politique dans le pays.
Je vous propose aussi de vous saisir de problèmes qui vous concernent directement. Je ferai là une allusion rapide aux élections régionales. Je ne crois pas que le gouvernement qui a déjà beaucoup à faire, qui a forcément toute une série de problèmes, doive se saisir de cette question. Personnellement, je ne pense pas qu’il faille nécessairement rouvrir ce problème malgré les arguments

de fond qui sont imposés, ils ont été donnés, je les partage, mais qu'il faille trancher cette question six mois, disons même quatre mois car on sera bientôt à l'automne pour régler effectivement ce problème avant l'élection.
Mais si, au niveau des partis, au niveau du Parlement, on voit les choses autrement, c'est ce qu'a esquissé François Hollande tout à l'heure, ce sont les démarches qu'essaient d'accomplir le président du groupe à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault et Jean-Christophe Cambadélis, au nom du Parti, eh bien nous verrons et nous apprécierons, mais c'est plutôt la méthode que je vous suggère.
Voilà des espaces après tout dans lesquels le gouvernement n'est pas forcément obligé de s'impliquer. Il a déjà largement sa part. Vous comprenez donc que je réfute, comme je l'ai d'ailleurs toujours réfutée, l'opposition simpliste et stérile entre culture d'opposition et culture de gouvernement. Je ne connais personnellement que la culture de responsabilité, qu'on soit dans l'opposition ou qu'on soit au gouvernement et c'est celle-là, j'espère, qui nous guidera.
Nous ne sommes pas en 1981 où l'un d'entre nous, je me souviens bien, disait, comparant cet événement par son importance - et c'est vrai que pour nous tous, il était important, qu'il a sécrété dans nos analyses parfois un peu d'illusions - à la Révolution française ou à la Révolution russe (il est advenu de la Révolution Russe ce que vous savez depuis) : l'alternance désormais ne se fera plus qu'entre les forces de gauche et non plus entre la gauche et la droite. Même d'ailleurs du point de vue de l'analyse de la Révolution française, ce n'était pas tout à fait exact, car il me semble qu'il y a eu Restauration après 1793, mais en tout cas, nous nous sommes rendus compte depuis que l'alternance continuerait à se faire dans ce pays sous des formes plus modestes, plus classiques.
Non, nous ne sommes pas en 1988 où nous avions cru que parce que nous avions gagné une deuxième fois une élection présidentielle avec la cohabitation, que parce qu'il y avait une crise au sein de la Droite, au fond, la Droite n'existait plus, ne se referait pas, à tel point même qu'on a cru bon d'aller puiser dans ses rangs, sinon dans ses partis, en tout cas parmi des personnalités.
On ne peut pas dire, au bout du compte, que nous en ayons tiré un profit absolu et que ces passages historiques vers nous se soient maintenus jusqu'au bout, en tout cas, aient résisté au retour de l'alternance !
Nous sommes en 1997, nous avons gouverné, nous avons été sanctionnés à certains égards, nous savons tous très bien que nous revenons de loin sur le plan politique. Souvenez-vous des moments où certains s'interrogeaient, sans doute avec un excès de noirceur, hors de nos rangs, pour savoir si le Parti Socialiste allait continuer véritablement à vivre comme une force dominante, en tout cas comme une force prépondérante ou importante dans la vie politique française.
Les déplacements de voix dans l'élection de 1997 ont été relativement faibles. Certes, je pense que notre victoire est logique, qu'elle est l'expression de la lucidité du peuple qui s'est exprimé à l'égard de la droite et à notre égard. Il faut en être digne. La Droite est sans doute affaiblie, elle subit le poids de sa défaite, mais elle va se reconstituer autour de sa base dans la société, autour de sa volonté de revanche et aussi en essayant d'utiliser le point d'appui qui est le sien avec le pouvoir présidentiel.

Donc, le débat gauche-droite, comme l'a dit François Hollande excellemment, conserve sa pertinence et son actualité. Il prend une coloration particulière à laquelle nous devons être attentifs et que nous devons contrer politiquement.
Voilà là des motifs de combat compte tenu des raidissements de la Droite, mais aussi de sa mortelle attraction vers l'extrême droite. Elle est dangereuse, mortelle parce qu'elle est aussi dangereuses pour elle, d'ailleurs, à condition, naturellement, que nous nous mêlions de cette affaire.
Devant des échéances importantes pour nous, face à une situation économique et sociale grave, ceux qui nous ont élu, mais aussi les français plus largement, ne veulent pas que nous nous divisions, ils ne veulent pas que nous n'assumions pas collectivement la responsabilité que nous leur avons demandé de nous déléguer et que nous exerçons aujourd'hui.
N'oublions pas qu'ils y a un peu plus d'un mois, nous étions encore dans l'opposition et que lorsque la dissolution a été annoncée, peu nombreux étaient ceux qui auraient misé sur notre victoire, et moi-même, je pensais que la victoire était possible, mais honnêtement, je ne la jugeais nullement certaine.
N'oublions pas non plus le chemin parcouru ensemble depuis 1993, finalement, en si peu de temps. N'oublions pas surtout celui qui nous reste à parcourir. Cherchons donc ensemble, dans l'intérêt du pays et sans doute aussi dans notre intérêt bien compris, les voies du succès commun.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci Lionel, la parole est à Jean-Christophe Cambadélis.

Jean-Christophe Cambadélis

Je voudrais profiter de mon intervention sur la réforme du mode de scrutin pour aborder en ce Conseil national chargé de lancer le Congrès, les rapports entre le parti et le gouvernement, et comme cela, cher président, je n'interviendrai pas deux fois.
Commençons par la tâche qui m'a été confiée par le Premier Secrétaire Délégué, François Hollande, et le Bureau national, ainsi qu'à Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel. Nous pouvons résumer la situation comme suit : nous connaissons la position du gouvernement. Son intention est d'abord sociale et budgétaire. Il n'y a pas d'a priori contre la réforme de mode de scrutin, on vient de l'entendre, mais il serait improductif pour nous tous et le projet lui-même qu'il fut l'objet d'une polémique politicienne.
Il y a donc nécessité d'un consensus. Maintenant, rien n'interdit le Parlement, et bien sûr le parti, de travailler à ce dernier. Nous avons pris un certain nombre de contacts pour préparer une première réunion de briefing avec le parti communiste français, les verts, et tenus informés le mouvement des citoyens et PRS qui ont regretté de ne pas avoir été invités d'emblée.
Nous pouvons dire aujourd'hui que le dossier est débloqué sans pour autant dire qu'il soit conclu.

Fondation Jean Jaurès

Nous allons nous réunir ensemble pour définir ce qui pourrait être une modernisation de la vie publique, car pour résumer la position d'un de nos interlocuteurs, et particulièrement du parti communiste français, modifier seulement le mode de scrutin régional, c'est non, faire de cette modification un moment de la modernisation, c'est oui.
Nous pourrions ainsi, avec nos partenaires, évoquer, lister ce que pourrait être la modernisation, une modernisation de la vie publique dont l'acte, sinon fondateur, tout au moins premier au regard des échéances, serait la modification du mode de scrutin.
Un pas positif donc, mais la route est longue car je crois que nous ne pourrons finaliser cet accord dans la majorité sans évoquer une simulation politique, dirons-nous, pour chacun de nos partenaires. Ils ne s'engageront définitivement qu'après avoir envisagé avec nous celle-ci.
Notre objectif dans ces discussions reste de voir notre position (circonscriptions régionales, mode de scrutin) renouvelée, adoptée par la majorité parlementaire. Une fois ceci obtenu, c'est au Parlement de traduire ce travail et je crois, pour en avoir discuté avec Laurent Fabius, qu'il y a quelques pistes. Il nous restera alors à ouvrir le dialogue avec l'opposition.
Je pense qu'en ce domaine, le parti démontre comment il peut être utile à créer des espaces politiques pour le gouvernement et pour lui-même. Cela nous renvoie au débat sur l'attitude du parti socialiste dans le période. Je pense que nous sommes codétenteurs de la troisième étape de la gauche après celle de Blum et de François Mitterrand, Lionel en affichait, encore à l'instant, le rythme.
Ce sera la réforme dans et par la durée. Alors comment, dans ces conditions, le parti doit-il se comporter ?
En juin 1981, Lionel Jospin, Premier Secrétaire, posait le débat en ces termes : ni parti godillot, ni parti s'appropriant l'Etat, non pas un parti sans âme, sans vie critique, non pas un parti d'opposition systématique, mais une formation politique libre, ne pouvant se confondre avec les institutions de l'Etat, un parti se proposant aux côtés du pouvoir, de transformer progressivement la société.
Pas plus qu'hier, le parti n'a en effet aujourd'hui vocation à s'aligner sur les positions gouvernementales, d'autant que l'expérience des années 1980 nous a montré quel pouvait être l'appétit de l'Etat.
Notre fonction ne saurait donc s'apparenter à celle d'une simple caisse de résonance. D'un autre côté, le Bureau national du Parti n'a pas vocation à devenir une institution non écrite de la Vème République, dictant sa loi au groupe et au gouvernement.
Nous n'avons pas à nous opposer à l'exécutif de manière plus ou moins systématique. Nous ne ferions, là encore, que nous déterminer par rapport à lui. Rien ne serait plus contraire à notre intérêt collectif que de multiplier à tous propos, injonctions et mises en garde. Rien ne serait plus "débile" que de chercher à organiser la défiance, ce serait se tirer une balle dans le pied. Il faudrait d'ailleurs, si cela était le cas, aller jusqu'au bout et dire quelle politique globale, quelle majorité alternative.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti ne peut donc être ni l'ombre portée du gouvernement, ni son opposition. Il ne peut non plus avoir pour objectif de juxtaposer ces deux postures contraires en fonction du moment politique, voire de combiner pour aboutir à l'adoption d'une voie moyenne visant à concilier la radicalité des discussions préliminaires avec les accommodements de fin de parti. Notre ambition n'est pas de réaliser de fausses synthèses entre culture de gouvernement et culture d'opposition.

Ceci posé, comment trouver une synthèse dynamique entre la double exigence d'une pleine autonomie du parti et de la solidarité avec le gouvernement ? Nous avons, depuis la victoire, pointé, les uns et les autres, l'état d'exigence dans lequel se trouvent les français à l'égard de la société. Nous sentons bien qu'il y a un dialogue à organiser, une connexion à établir avec eux, que nous ne serions pas là comme simple porte-parole du gouvernement à la hauteur des enjeux, ni à notre place en devenant les porte-voix de toutes les revendications de l'opinion auprès du gouvernement.

Nous sentons bien le renouveau amorcé depuis quelques années d'une véritable mouvance combative et plurielle qui s'exprime à la fois par des manifestations traditionnelles pour la défenses des acquis sociaux, et par des mobilisations originales contre les différentes formes d'exclusion et de discrimination mises à l'œuvre dans la société française dans les années 1990. Nous savons bien qu'elles se sont, bien souvent, nourries du scepticisme que la présence de la gauche au pouvoir a pu engendrer. En même temps, elles témoignent du renouveau de la citoyenneté et de la vitalité de notre démocratie.

Sachons entendre l'expérience et la connaissance des réalités acquises par les associations de proximité. Elles représentent une source précieuse pour la réussite de l'action publique. Cela suppose une attitude de respect et de compréhension réciproque, la reconnaissance que nous sommes tous, chacun à notre manière, indispensables pour la Gauche.

Notre vocation, c'est d'être avec le gouvernement, non pas instrument, mais acteur à part entière de la transformation sociale. Ceci, ce n'est pas choisir entre Tony Blair et Maxime Gremetz, c'est être en résonance avec la société dans ce qu'elle a d'organisé comme dans ce qu'elle a de spontané. Ce n'est pas soulever en permanence des contradictions inhérentes à toute action gouvernementale, mais investir le champ des contradictions réelles, celles qui agitent et traversent la société, car nous devons préserver notre faculté critique. Nous n'avons pas à compenser l'intégration du parti dans la société par une affirmation plus intransigeante de notre fidélité doctrinale.

Nous avons d'abord à servir les avancées de la transformation sociale, à capter les mouvements sociaux, à être surtout capables d'ouvrir de nouveaux espaces. En d'autres termes, et en un mot, le rôle spécifique du parti socialiste, c'est d'être l'intercesseur entre la Gauche, le gouvernement et la majorité des Français.

C'est en jouant ce rôle d'intercesseur que nous remplirons notre mandat, que nous accueillerons en permanence l'action du gouvernement et que nous donnerons une lecture quotidienne. C'est à ces conditions que nous ferons de

nouvelles adhésions, que nous gagnerons des militants et que, demain, nous remporterons les élections cantonales et régionales.
Bref et pour conclure, c'est parier sur la réussite. Personne n'a peur du débat à partir du moment où celui-ci cherche à donner du sens et où le sens des réalités l'habite.
Si je reviens sur la méthode et refuse de m'engager sur le ponctuel - ceci a déjà été fait - c'est que je crois que l'enjeu du Congrès est moins une chanson de geste où chacun a déjà joué en d'autres temps sa partition que l'affirmation à gauche, sous la Vème République et en cohabitation, de l'apprentissage de la réussite.
Réussir, ce n'est pas se comporter en notaires de nos engagements, c'est souligner à chaque instant où est le juste, le progrès, dans une situation donnée, au regard des contradictions d'une société réelle, c'est surtout appuyer tout pas en avant qui dénoue la contradiction entre déficit public et déficit "du" public.
Car faire quotidiennement la démonstration que ceci est impossible, ce n'est pas affirmer la gauche, c'est démontrer que rien n'est possible en démocratie, et ceci est bien plus redoutable quand le FN rôde et la droite se reconstitue en regardant de son côté.
A l'évidence, il ne s'agit pas d'être béat, satisfait et s'auto-applaudissant, mais simplement des acteurs scrupuleux, respectueux des faits et de leurs principes, bref des intercesseurs participant à la réforme et solidaires.
C'est, à mon avis, autour de cette méthode d'un parti soucieux du droit à la représentation et à l'expression, mais aussi des devoirs de tous, que doit se construire le Congrès.
(Applaudissements)

Le président - Mes amis, mes camarades, je redis simplement pour ceux qui sont debout au fond que des places assises sont encore disponibles et qu'il conviendrait de ne pas entretenir de conversations particulières pendant que les camarades s'expriment à la tribune. C'est très, très insupportable !
Nous allons commencer le débat. Dans le contexte de ce débat, Jean-Pierre Bel interviendra après quelques orateurs. Je rappelle que, dans sa grande sagesse, le Secrétariat national a émis le vœu (qui se traduit à mon niveau comme une exigence) que les orateurs s'expriment de manière limitée pour que tous puissent s'exprimer. Nous avons près d'une vingtaine d'orateurs inscrits, ce qui prouve que le débat intéresse les membres du Conseil national. Nous pouvons le faire sans aucune difficulté, si chacun qui intervient pense à tous ceux qui vont lui succéder.
C'est la raison pour laquelle je donne tout de suite la parole à François Rebsamen, puis Jean-Luc Mélenchon, puis Alain Bergounioux, puis Louis Mermaz... mais chacun à son tour, bien entendu !
François Rebsamen, tu as la parole.

Fondation Jean Jaurès

François Rebsamen

Chers amis, chers camarades, le Congrès de Brest devait être un Congrès de préparation des élections législatives. Le Congrès de Brest doit être le Congrès de confirmation du choix des Français.

Lionel l'a dit, le 1er juin 1997 sera à marquer d'une pierre blanche car, dans un contexte extraordinaire, cela restera comme la date de la première victoire du Parti Socialiste et de la Gauche à des élections législatives sous la Vème République hors poussée et lien avec l'élection présidentielle.

Cette victoire, nous l'avons obtenue grâce au rassemblement des forces de gauche, à la force de nos propositions, à notre programme issu du travail des trois Conventions, à la mobilisation globale de tous nos militants et, bien sûr, à la formidable campagne de tous nos candidats et de Lionel Jospin.

Il y a eu une cohérence globale dans cette campagne, car c'est un même programme que tous nos candidats ont porté sur l'ensemble du territoire et de cela, bien sûr, on ne peut que se féliciter. Tel n'avait pas été le cas lors d'élections précédentes.

C'est une nouvelle leçon pour nous et pour notre Parti : l'élection présidentielle n'est plus le seul moyen de conquête du pouvoir pour la gauche. Nous l'avions cru.

Est-ce que cela va changer la vie de notre Parti ? Je le pense, à terme.

Alors évidemment, il y a, dans l'application des mesures, une impatience. Nous l'avons tous en nous. Nous mesurons l'obligation de résultat qui nous incombe. Il y a une sorte d'impatience positive qui traduit une volonté d'agir pour changer le cours libéral des choses, pour l'emploi, pour réduire les inégalités, car nous avons pu mesurer au fur et à mesure de la campagne, au fur et à mesure que se reconstituait notre électorat, combien était grande l'attente de nos concitoyens.

A côté d'un certain nombre de mesures, il y a des réformes de fond à mettre en place et, celles-là, nous savons qu'elles demandent du temps.

J'entends ici ou là, et c'est bien normal, nos députés, ceux qui ont été élus, dire publiquement qu'ils ont des comptes à rendre à leurs électeurs. Je pense pour ma part, plus largement, que c'est l'ensemble de nos quelque 500 candidats qui ont des comptes à rendre et, plus largement encore, l'ensemble des militants et des sympathisants, de tous ceux qui ont relayé la parole des candidats, les propositions du Parti Socialiste, qui ont des comptes à rendre à leurs concitoyens, à nos concitoyens.

Alors, maintenant que s'ouvre la période de notre Congrès, c'est (et je m'inscris dans le cadre de la discussion par rapport à ce qu'a évoqué tout à l'heure François Hollande) au rôle et à la place de notre Parti par rapport aux institutions de la Vème République, que depuis 1981 nous connaissons bien (je veux dire dont nous connaissons bien les effets pervers pour le parti majoritaire qui soutient le gouvernement), que nous devons réfléchir, à mon avis, dans le cadre de ce Congrès.

Nous devons essayer d'inventer une nouvelle pratique pour le Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

Bien sûr, faut-il le redire (alors, je le redis), le Parti Socialiste et ses militants sauront relayer, expliquer, défendre si nécessaire, les mesures prises par le gouvernement. Bien sûr, faut-il le redire (mais je le redis), le Parti Socialiste et ses militants mèneront le combat politique indispensable contre la droite et l'extrême-droite. Mais cela ne saurait suffire comme objectif pour notre Parti.

Si je devais résumer ma pensée, quel pourrait être le rôle du Parti Socialiste ? Je dirai qu'il ne doit être ni godillot, ni guérilla.

Il faut assurer la vie du Parti Socialiste et, dans les tâches que nous devons lui assigner, il y a cette tâche essentielle, en amont de l'actualité, en amont du travail gouvernemental, de propositions nouvelles, d'éclaireur d'avenir en quelque sorte.

Donnons du contenu idéologique à des sujets sur lesquels le gouvernement ne s'est pas encore prononcé et sur lesquels, le moment venu, il aura à se prononcer. Commençons, menons la bataille contre la "pensée unique", véhiculée à satiété par les médias, et gagnons cette bataille. Si nous sommes éclaireurs d'avenir, nous ne nous donnerons pas le ridicule d'être godillots. Mieux, nous serons acteurs, capables le moment venu d'avancer des propositions, car nous aurons eu au préalable les débats idéologiques nécessaires entre nous, hors le poids de l'actualité.

C'est à cette condition-là que, dans le cadre du débat et de la discussion que Lionel évoquait tout à l'heure avec le gouvernement, nous saurons être entendus sans faire de guérilla.

Si nous savons mener cette réflexion autonome propre au Parti Socialiste, Solferino ne redeviendra pas une maison vide qui ne se remplirait qu'à l'occasion de la venue du Premier Ministre. Il y a là un véritable enjeu et un rôle à jouer pour le Parti, une place à trouver, à côté du gouvernement et du groupe parlementaire, dans le triptyque que nous connaissons : Parti, gouvernement, groupe parlementaire.

Si je prends un exemple pour éclairer ce que je viens de dire - pour des raisons d'actualité c'est celui qui me vient à l'esprit - je parlerai non plus du Sommet d'Amsterdam, mais plutôt du futur Sommet de Luxembourg début octobre.

Je ne parlerai pas du Sommet d'Amsterdam d'abord parce que Lionel a expliqué l'autre soir, et encore ce matin, la position du gouvernement, sa position, et ensuite parce que je considère personnellement qu'il s'agit pour nous, pour les socialistes, de l'ouverture d'un processus pour mettre l'emploi au cœur des priorités de la construction européenne - pour faire, vous vous en rappelez, la preuve sociale avant la monnaie unique - et non de la fin d'un processus qui aurait été ouvert lors de notre première Convention sur la mondialisation, et clos par la confirmation de la signature du président de la République.

Multiplions les contacts avec les partis socio-démocrates ou socialistes européens, afin de faire clairement le point avec eux sur les politiques communes que nous pouvons mettre en œuvre pour lutter contre le chômage. Défrichons l'avenir sur ce sujet essentiel. Réfléchissons, proposons, et nous verrons à ce moment-là que nous serons sûrement entendus dans le cadre du débat entre le Parti Socialiste et le gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

J’ai pris l’exemple du Sommet européen. J’aurais pu prendre d’autres sujets, je pourrais prendre un sujet qui me tient à cœur : le logement, la place et le rôle du logement dans notre société urbaine. C’est un secteur où, tout en saluant bien évidemment l’effort du gouvernement, nous devons, nous Parti Socialiste, amplifier notre réflexion, aller plus loin sur nos propositions : destruction d’un certain nombre de grands ensembles, construction de nouveaux logements sociaux, rôle du logement contre l’exclusion, réflexion sur la montée du Front National dans les grands ensembles, voilà encore une piste de travail, à mon avis, en amont de l’action gouvernementale, qui doit nous préoccuper.
Je vais terminer. J’avais pris ces deux exemples pour vous dire qu’il y a place, bien évidemment, pour une réflexion autonome préalable à la discussion du Parti Socialiste. C’est, je le crois, essentiel et l’on s’apercevra à ce moment-là, si nous sommes capables de mener cette réflexion autonome, que les problèmes et les sujets de fond, ceux que l’on appelle les problèmes d’organisation, de relations entre le gouvernement et le Parti Socialiste, entre le Parti Socialiste et le groupe parlementaire, prendront une autre nature.
Au moment formel où s’ouvre la période de notre Congrès et pour conclure, voilà la réflexion que nous devons, à mon avis, mener à bien dans le cadre de ce Congrès. De notre capacité à répondre clairement à la question relative au rôle et à la place de notre Parti dépendra, sans employer de grands mots, à mon avis, la possibilité pour le Parti Socialiste de continuer à peser sur le cours des événements futurs.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à François Rebsamen.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon

Merci, Michel, de m’avoir donné l’occasion de pouvoir reprendre, dans des conditions plus convenables, le dialogue un peu sauvage qui s’était engagé au moment où Lionel s’exprimait tout à l’heure et où je m’exprimais depuis la salle, ce qui n’est pas, j’en conviens, la manière la plus convenable de discuter ici... (protestations diverses)...

Dans la salle - Micro ! On n’entend rien !

Jean-Luc Mélenchon - Qu’est-ce qu’il y a ?

Le président - C’est l’échauffement, laissez-le démarrer.

Jean-Luc Mélenchon - Je n’ai pas compris ce qu’on me voulait...
Je dirai à Lionel que la solidarité des socialistes est un bien acquis. Au demeurant, l’expérience qui nous a conduits jusqu’à 1993 est assez fraîche dans tous les esprits pour que l’on sache bien, tous, que l’on gagne ou que l’on perd

Coll. Fondation Jean Jaurès

tous ensemble et que les électeurs de gauche n'opèrent aucune espèce de tri entre les uns et les autres.
La fraternité est acquise aussi entre nous et c'est ce qui va me conduire à quelques précisions sur ce point.
C'est vrai, personne ici n'ignore qu'il y a une difficulté à exercer le pouvoir et à l'exercer dans les conditions dans lesquelles nous l'exerçons. Il y a aussi une difficulté du dialogue. Mais il y a une ardente obligation de ce dialogue dans la culture de responsabilité que tu as évoquée tout à l'heure.
Donc, je le dis, ni moi, ni aucun de mes amis ne sommes candidats à être je ne sais quoi... la bonne ou mauvaise conscience... l'aiguillon... L'aiguillon, moi, j'en ai par-dessus la tête ! L'aiguillon, c'est l'outil de celui qui se trouve toujours derrière le cul des vaches, c'est un spectacle assez borné, surtout s'il dure depuis dix ans !
Donc, il s'agit bien d'être dans la réalité pour la modifier, de trouver les voies qui nous permettent, lorsque nous sommes en désaccord (et personne ne peut par avance attribuer l'authenticité à l'un plutôt qu'à l'autre de ses convictions), de franchir ce cap.
C'est pourquoi je dis que, pour ma part, je ne suis pas d'accord lorsque, dans le mouvement de la phrase, tu dis que la victoire a été acquise comme elle a été acquise (bien sûr, c'est un fait), mais qu'elle aurait été acquise par opposition à ce que d'autres auraient suggéré, et en l'occurrence mes amis.
Parce que ce n'est pas vrai ! Parce que j'estime qu'en toutes circonstances nous prenons toute notre part aux combats, aux victoires et aux défaites (mais aussi aux victoires), et qu'on ne me dise pas que le point de vue que nous avons soutenu sur la conditionnalité pour l'Europe n'a été pour rien dans notre victoire, puisqu'il est devenu ensuite, en cours de route, celui du Parti, que la stratégie du "rouge-rose-vert" n'est pour rien dans la victoire, ou que ne serait pour rien ce que nous avons pu apporter non seulement par la contribution sur le terrain, mais encore par la contribution intellectuelle (je pense en particulier à tout ce débat sur l'autorisation administrative de licenciement).
La tentation existe, nous connaissons les argumentaires, mais moi je voudrais dire simplement que si nous voulons renoncer sciemment à l'Euro, bien sûr tout ceci amènera peut-être des effets euphorisants pendant quelques mois, mais l'instabilité qui en résulterait nous ramènerait à une politique de rigueur qui serait violemment rejetée et surtout nous ne serions pas à la hauteur de nos responsabilités historiques, nous aurions une spirale de déclin pour le pays et pour l'Europe.
Si on veut sortir des généralités, il faut mesurer de quoi nous parlons concrètement. Sur les 1 500 milliards et plus que font le budget de l'Etat, il s'agit de trouver les 3 ou 4 dizaines de milliards qui permettront une négociation pour apprécier en tendance les résultats avec l'Allemagne et nos autres pays européens. Est-ce que c'est hors de portée par rapport à l'enjeu historique et quasiment séculaire qu'est celui de la construction européenne ? Est-ce que cela handicape la croissance ?

Fondation Jean Jaurès

Je ne le crois pas, les moyens de financement existent, nous avons évoqué la taxation des plus values en étain. On peut aussi différer dan le temps un certain nombre de recapitalisation des entreprises publiques. On dira que c'est un artifice, que l'Allemagne utilise au des artifices. Nous avons des solutions. Et nous ferions bien mieux, en tant que Parti de mettre notre inventivité au service de la recherche de solutions qu'à argumenter sans fin autour de dilemmes que nous créons en partie nous-mêmes.
Vilvorde ensuite, deuxième réflexion : réfléchissons un instant. Comment cela se serait passé si tous les socialistes ensemble avaient mis en évidence le fait que grâce à la reprise du dossier une négociation était ouverte, qui permettrait qu'il n'y ait aucun licenciement ? Si ce message avait été donné par tous les socialistes, la symbolique aurait été différente dans l'opinion, mais en même temps on sait très bien que la question qui est posée par Vilvorde (on en avait parlé à notre dernier bureau national) c'était de savoir si une politique industrielle est possible et Jean-Luc Mélenchon l(évoquait dans la deuxième partie de son propos.
A ce même Bureau, Dominique Strauss-Kahn nous pressait de définir une doctrine en disant que le Parti, dans le fond, n'avait pas de doctrine sur ces questions de politique industrielle.
Je voudrais apporter ma contribution de manière très courte et donc un peu schématique, mais effectivement si nous voulons réfléchir aux conséquences de cet événement, il faut nous projeter dans l'avenir.
Si on entend par politique industrielle un système dans lequel l'Etat seul est compétent pour penser l'avenir, disposer les entreprises comme dans un corps de bataille, je crois que là nous verserons dans la pure rhétorique, car cette politique n'est plus possible à l'ère de la mondialisation, de l'intégration, la politique industrielle des seuls champions nationaux n'est plus d'actualité, il faut aujourd'hui des alliances croisées en Europe et dans le monde.
Est-ce que cela veut dire pour autant qu'il n'y plus de politique de l'industrie ? Je ne le crois pas. L'Allemagne dépense plus que nous aujourd'hui pour aider son industrie, et les Etats-Unis d'Amérique, le président Clinton en tête oriente sa politique économique, sa diplomatie pour renforcer la compétitivité des Etats Unis. Utiliser la politique régionale avec l'aide de l'Union Européenne, utiliser les contrats de défense, lancer des programmes de diffusion technologique, mettre la politique extérieure au service de politiques industrielles, négocier des accords d'auto-limitation, comme dans l'automobile, contrôler les licenciements, mener une politique de formation appropriée, autant de responsabilités de la puissance publique.
J'ai l'impression qu'en France depuis quelques années, nous menons une politique libérale dans les faits, en matière d'industrie, et d'interventionnisme en paroles, alors qu'en Allemagne les politiques menées sont interventionnistes dans les faits et libérales en paroles. Il y a une différence qu'il faudrait méditer car investir pour former, coopérer, régionaliser, diffuser, contrôler, sont les commandements actuels d'une politique industrielle pour un Parti Socialiste d'aujourd'hui.

Donc nous ne sommes pas dépourvus de moyens d'action et nous ne sommes pas plus dépourvus de doctrines. Mais le problème est de savoir en ces matières, comme dans d'autres, si on veut sauver la rhétorique, ou changer les faits.
Je crois que ce sera un des enjeux importants de notre Congrès, parce qu'effectivement il y a une grande place pour l'action et je crois que si nous savons délimiter les véritables espaces d'action pour le gouvernement, comme pour le parti nous serons à la hauteur de ce que l'opinion attend de nous.
Je voudrais que l'on repousse définitivement (cela a été dit par François Hollande) ces expressions qui ne veulent rien dire, de parti relais, et de parti aiguillon. Nous savons très bien que comme, dans la corrida, planter des banderilles c'est affaiblir la bête, mais en politique il faut que nous ayons tous conscience que l'estocade est porté par l'électorat généralement et il faut éviter de retrouver la spirale d'échec que nous avons connue.
Il n'est pas suffisant d'attendre les initiatives gouvernementales, nous devons être un parti comme il a été dit, de propositions, mais alors cessons de rester dans la rhétorique, et pratiquons une véritable intégration continue entre les propositions gouvernementales, les propositions du parti et les propositions du groupe parlementaire. Beaucoup d'entre nous de manière souvent rhétorique là aussi, parlent de la Sociale-démocratie, des grands partis puissants d'Europe du Nord, etc. Mais ces grands partis ils pratiquent une intégration constante entre les trois piliers qui font leur puissance, c'est-à-dire le gouvernement, le parlement, le parti et les forces sociales, donc essayons d'être à la hauteur, de rompre avec le style ancien que nous avons connu dans les années 80.
Voir loin pour le Parti, agir sur le terrain, voilà les vrais enjeux du Congrès et les débats que nous avons eus ces jours-ci montrent à l'évidence que la rénovation de notre Parti n'est pas achevée. Nous avons donc à mener une évolution culturelle, structurelle, si nous voulons relever le défit dans l'avenir, ce sera l'enjeu principal de notre Congrès.
Je vous remercie.
(Applaudissements).

Le présidentU- Merci Alain Bergounioux.
La parole est à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Chers camarades, Lionel Jospin dans son propos s'est attaché à dessiner ce que devraient être les relations entre le gouvernement, et le Parti Socialiste, dans un esprit de fraternité, de responsabilité, mais aussi dans un libre débat.
Si je m'en réfère à ses déclarations sur France 2, jeudi soir, je crois qu'il a eu raison de rappeler que si le président de la République avait dissout soudain l'Assemblée Nationale, c'est parce qu'il s'attendait à l'accumulation de difficultés telles qu'il ne se sentait pas en situation d'attendre l'échéance électorale de 1998.
Or, ces difficultés n'ont pas disparu par magie, et elles sont bien devant nous. Les trois conventions thématiques du Parti Socialiste nous ont permis de

mesurer ces difficultés, que nous débattions sur la mondialisation, sur les marchés financiers, sur l'état de la société, ou que nous fassions nos propres propositions, qui ont largement nourri notre programme électoral, au moment des législatives improvisées.
Les difficultés, les contraintes, oui, nous les connaissons. La faiblesse de la croissance, l'inégalité des revenus en France, la montée tragique du chômage, les déficits publics, auxquels s'ajoutent les contraintes internationales, le capitalisme triomphant que l'on appelle par pudeur le libéralisme sauvage, l'omniprésence américaine, les politiques aujourd'hui menées par les divers gouvernements européens, y compris sociaux-démocrates, l'état de l'Europe de plus en plus ravagée par le libre échange, le sommet d'Amsterdam largement joué, et cela a été rappelé, avant sa tenue, la fermeture de Vilvorde où bien sûr le gouvernement a provoqué des avances réelles mais qui restent une plaie à notre cœur.
Nous héritons, oui, de politiques antérieures et de l'inertie du précédent gouvernement qui porte la responsabilité du plan de stabilité de Dublin.
J'ai écouté, comme vous, l'exposé brillant et convaincu de Jean-Luc Mélenchon, et je me disais cependant "tout ce qu'il dit est fort bien, mais cela ne marchera pas", et pourtant comme lui je crois à la nécessité même dans le temps, dans une perspective historique, d'une succession de ruptures qui a toujours fait l'histoire de l'humanité, mais si nous brisions l'outil européen, ainsi nous tournerions le dos à la construction de la monnaie unique, vous savez que nous serions alors vraiment face à une Europe de libre échange, et nous nous retrouverions de fait dans une zone Mark. Ce n'est pas cela que nous voulons, ce n'est pas cela qu'avait voulu François Mitterrand.
Comment concilier les contraintes que j'ai rappelées sur lesquelles tout le monde sera d'accord, avec l'espoir raisonnable, hors de toute inclinaison romantique, née d'une campagne électorale menée avec beaucoup de maîtrise par Lionel Jospin, et par le Parti Socialiste ?
Mais ceux qui nous ont fait confiance ne peuvent se contenter d'analyses aussi objectives soient-elles, ni de constats aussi honnêtes soient-ils, même si l'opinion a mûri, il reste au fond de l'esprit et du cœur de chacun une lueur du genre "changer la vie".
Le gouvernement a déjà donné des signes qu'il était ouvert à cette attente`, à travers les premières interventions du Premier Ministre, et j'approuve pour ma part la méthode sage et réfléchie qu'il a choisie, assurant chacun de ses pas, voulant connaître pleinement la situation, sachant se donner en quelques semaines le minimum de temps nécessaire pour ajuster le propos et la décision et cela l'opinion le comprend, même si son attente est forte.
Il y a eu des signes qui ne sont pas négligeables, l'annonce d'une allocation de rentrée scolaire largement revue, le plafonnement des allocations familiales, la volonté d'accorder un point particulier à la situation scolaire des zones d'éducation prioritaire ou des zones rurales en difficulté, l'annonce d'un certain rééquilibrage des prélèvements entre le travail et le capital, mais les interrogations aujourd'hui positives de l'opinion et des nôtres sont également

fortes. Ils s'interrogeaient, c'est normal, à la fois sur notre volonté, mais aussi sur notre capacité de tenir les promesses, hors de toute maniaquerie notariale.
Les gens, face au réel, vont très vite comprendre dans quel sens nous allons aller. Nous sommes attendus sur le financement des 700 000 emplois pour les jeunes, en combien de temps ?
Sur la réforme fiscale qui n'a jamais abouti au cours des dernières années, y compris lorsque nous étions aux responsabilités, réforme fiscale qui sera conduite par étapes, mais qu'il faudra conduire.
Nous sommes attendus sur le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, quel que soit le terme finalement employé, car il s'agit bien de distinguer entre licenciements hélas pour véritables raisons économiques, et licenciements qui i ont essentiellement pour but la recherche du profit, davantage de profit avec moins d'hommes et de femmes au travail.
Nous sommes attendus sur la santé, sur la défense du secteur public, sur l'avenir des entreprises publiques. Mais il y a aussi toutes les autres questions dont notre peuple est digne, l'avenir de la nation française dans la construction européenne, la dialectique bien connue entre souveraineté et communauté, nos relations avec l'Afrique francophone, où se déploie brutalement l'expansionnisme américain.
L'éducation, Claude Allègre a raison de vouloir développer partout la technologie, il a tout à fait raison, il faut se soucier aussi dès le primaire des sciences humaines. Nous sommes attendus sur la recherche, sur la culture, sur la justice, la justice, pouvoir, autorité, service public, un immense chantier.
Nous sommes attendus sur le code de la nationalité, sur le retour au droit du sol, le gouvernement a pris des engagements clairs, qu'il s'agisse des droits de l'Homme, qu'il s'agisse des faits de sociétés, qu'il s'agisse de l'économique, tout est lié car le conservatisme présente un front uni quand il n'y a pas d'avancées sociales, quand il n'y a pas d'avancées économiques, il n'y a pas non plus d'avancées sur le front des libertés.
Or, l'ordre établi est partout présent, l'ordre établi c'est l'establisment, comme on dit pour parler Français, qui est présent, décidé à s'investir partout, à nous cerner de toutes parts, et faisons attention, la Droite est toujours là, avec ses 250 députés, certes défaite, divisée, victime de ses erreurs, de ses faiblesses, de sa lâcheté face au Front National qui pourrait demain tourner au consentement, mais elle est agressive, revancharde, nous avons gagné par nos vertus, cela a été la victoire d'une équipe du Parti Socialiste, de l'Union de la Gauche, de cette Union que l'on retrouve dans le gouvernement, mais le parti socialiste a aussi profité d'une série extraordinaire imprévue de bévues, d'erreurs, commises par le camp d'en face, et M. de Lapalisse serait presque tenté de dire "nous avons certes gagné mais aussi parce qu'ils ont perdu".
Eh bien ils sont là, ils sont toujours là, la reconquête de notre électorat a commencé, elle est loin d'être achevée, nous n'avons pas encore retrouvé notre électorat. Il a été rappelé tout à l'heure que notre majorité, nous la devons à la fois certes aux erreurs de la Droite bien entendu, mais aussi à un certain nombre de triangulaires. Le Parti va beaucoup mieux globalement, il faut féliciter tous

ceux qui s'en sont occupés ces dernières années, mais dans un certain nombre de fédérations, sa santé est encore loin d'être éblouissante.
Il y a là un énorme travail pour notre ami François Hollande, Premier secrétaire délégué de reconstruction à accomplir.
Lionel Jospin et d'autres orateurs ont parlé du nécessaire débat, du nécessaire dialogue dans la franchise entre le gouvernement et le parti car historiquement ce sont les mêmes équipes qui se battent pour les mêmes objectifs, mais il faut que ce dialogue soit équilibré, et François Rebsamen l'a dit, il faut que le Parti puisse aussi bénéficier du concours des mêmes experts, il ne faut pas que le parti soit dans la situation de certains comités d'entreprise qui, face aux responsables économiques, ne disposent pas des mêmes outils de connaissance et d'analyse.
Je crois que Jean Luc Mélenchon a tué le terme d'aiguillon définitivement, il faut que le parti socialiste ait un esprit d'invention, les moyens du débat, de la réflexion. Puisqu'il n'y aura pas pour le prochain congrès d'enjeux de pouvoir interne, il faut que le débat soit posé à fond. Bien sur, il faudra rassembler, nous ne reprendrons pas le vieux débat des philosophes sur l'existence et l'essence, simplement nous serons d'accord pour dire : on ne rassemble que ce qui existe. On ne rassemblera sur des idées que s'il y a des idées, s'il n'y a pas d'idées, inutile de faire des contributions, s'il y en a elles peuvent être utiles pour nourrir le débat, pour faire avancer les choses.
Nous serons, cela va de soi, nous sommes à côté du gouvernement, de notre gouvernement, du groupe parlementaire, nous le soutenons avec des exigences que nous partageons avec lui, mais je me méfie un peu du terme biblique ou biologique d'intercesseur employé par Cambadélis, intercesseur, je pense que notre rôle est plutôt aux côtés du gouvernement d'être l'expression politique du mouvement social et c'est ainsi que nous contribuerons à changer les choses et à changer la vie, car c'est vraiment la raison d'être fondamentale de tous, gouvernement, élus, parti politique.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Louis Mermaz.
La parole est à Jean-Pierre Bel.

Jean-Pierre Bel

Chers camarades, ce Conseil national ouvre, bien sûr, une période d'échanges et de débats sur nos orientations, sur notre ligne et nos choix politiques, sur la façon dont nous continuons nos engagements et notre exercice du pouvoir dont nous concilions le dire et le faire.
Concilier le dire et le faire, je me contenterai simplement de remarquer que cette obligation, elle ne nous incombe pas seulement, elle doit être une règle permanente, ce qui peut-être, compte tenu de l'expérience, devrait inciter certains procureurs intransigeants à plus de modestie.
Mais on sent bien que cet exercice est essentiel au moment où nous assumons les plus hautes responsabilités, celles de montrer le cap et de gouverner le pays.

Mais ce Conseil national sera, et vous voudrez bien me pardonner de vous ramener à ces problèmes structurels, notre fonctionnement, notre passage obligé, je le ferai brièvement, un moment essentiel pour notre Parti qui doit, non pas achever, mais continuer sa propre mutation, la rénovation de son fonctionnement, de son organisation adapter et clarifier les règles qui nous régissent, permettre à tout nouveau militant socialiste de savoir où il met les pieds quand il choisit de franchir le rubicond pour nous rejoindre.
A partir d'aujourd'hui, les fédérations sont habilitées à faire des propositions pour modifier ce qu'elles estiment devoir l'être dans nos statuts nationaux.
Ces textes, d'ailleurs, doivent nous parvenir dans les quinze jours qui viennent, afin que nous puissions les expédier dans des délais raisonnables aux fédérations.
L'ensemble des militants par un vote démocratique sera amené à trancher et à décider de ce que sera notre loi commune.
C'est une procédure que vous connaissez bien et pour laquelle nous comptons nombre de spécialistes, d'habitués qui attendent ce rendez vous avec impatience, car à peine l'encre de nos textes est elle sèche qu'il nous faut à nouveau sortir le stylo pour les modifier.
Mais je voudrais vous donner l'expression écrite des décisions qui ont été acceptées par les militants lors de la consultation nationale du 14 octobre 1995 au cours de laquelle d'ailleurs Lionel Jospin qui avait voulu cette rénovation fut élu Premier Secrétaire.
Entre les réponses à 18 questions, toutes positives, et l'insertion dans nos statuts, il a fallu procéder à un travail de peignage et de rédaction où chaque mot avait son importance, en se donnant pour impératif de rester fidèles à l'esprit et à la lettre de ce qui a été acquis.
Une Commission nationale représentative s'est donc penchée sur la question pour par revenir au résultat qui figure dans vos chemises du Conseil national de ce matin, résultat acquis à l'unanimité des membres.
Permettez-moi de remercier tout particulièrement Yannick Bodin, notre maître à tous en la matière, dont l'autorité ferait pâlir d'envie le plus grand juriste de ce pays et qui, une fois de plus, en a administré la preuve en mettant la dernière main à l'exercice qui nous était confié.
Ces modifications qui rentrent d'ores et déjà dans nos textes portent:
sur la place des femmes dans les listes présentées ou soutenues par le Parti socialiste, avec l'objectif parité homme-femme.
sur la liberté du lieu d'adhésion dans la section de son choix, sur les conditions d'adhésion et notamment le délai au delà duquel une non réponse sera considérée comme acceptation tacite,
sur l'harmonisation des cotisations en fonction des revenus, sur la suppression du délai de six mois de présence dans le parti nécessaire pour pouvoir voter, il convient néanmoins de figurer sur la liste électorale de la section quinze jours avant le vote, sur l'élection à bulletin secret par l'ensemble des adhérents du premier secrétaire national par l'ensemble des adhérents de la fédération pour le premier secrétaire fédéral des fédérations.

Collection Jean Jaurès

sur la composition des conseils fédéraux, deux tiers de membres représentant le Conseil national, un tiers représentant les sections parmi le collège des Secrétaires de sections.
Sur la proposition des listes d'élus au Conseil national avec toujours l'objectif de parité homme-femme, même si je sais que d'autres propositions vous seront faites à cette occasion.
Sur la mise en place d'un comité économique et social auprès du Conseil national, sur la relation entre l'adhésion au mouvement des jeunes socialistes et l'adhésion au parti sur l'harmonisation des cotisations des élus aux associations de financement du parti.
sur la place des sympathisants, sur la charte éthique considérée comme un engagement à la transparence et au respect du comportement.
Chers camarades, cette première étape dans la rénovation de nos structures est depuis quelques mois largement passée dans la pratique.
Cette volonté d'avancer vers la loi du fonctionnement de structures adaptées à notre temps`demande de nouvelles exigences, plus en prise avec le monde dans lequel nous vivons, répondant aux attentes des citoyens du pays et des jeunes, et contribuant à l'image positive que les français ont aujourd'hui du parti socialiste.
Il convient maintenant, cette volonté, de la faire vivre, de repousser les pesanteurs et les scories qui, bien évidemment, n'ont pas soudainement disparu comme dans un scénario à l'eau de rose.
Chacun d'entre vous doit savoir que nous n'entendons pas faiblir dans cette application et qu'il n'y aura pas de zone de non droit.
Il faut aussi maintenant songer à aller plus loin avec d'autres avancées, avec d'autres propositions, mais cela appartient dès à présent à votre libre initiative. Soyez donc réalistes, mais aussi inventifs et ambitieux dans la voie de la rénovation.
C'est ainsi que n, participerons à la réhabilitation du débat politique, c'est ainsi aussi que nous ferons avancer nos conviction et notre idéal commun.
Je vous remercie.

Le président - La parole est à Sylvie Guillaume.

Sylvie Guillaume

Je poursuis l'entracte statutaire après Jean Pierre Bel, je vais essayer d'aller vite, en ce qui me concerne, il s'agit des femmes, et des modifications qui ont été apportées à leur égard.
Nous sommes confrontés à l'exercice particulier vis-à-vis e ces modifications statutaires, puisque nous devons prendre en compte celles qui interviennent immédiatement au moment du congrès, celles qui sont issues d'octobre 1995. D'autre part, il faut voir sur le long terme et envisager les modalités qui entrent en vigueur lors du prochain congrès.
E n ce qui concerne les premières, certains, mais vraisemblablement certaines, peuvent avoir quelques interrogations sur trois articles qui sont modifiés, qui

Fondation Jean Jaurès

sont contenus dans le dossier, articles 1-5, 1,4, 1-6, qui ont ceci de commun : faire référence à la participation des femmes au sein du parti.
Ces modifications entrent en activité au moment du Congrès et feront l'objet d'une rédaction conforme à ce qu'ont voté les militants en octobre 1995. On voit assez nettement qu'il est difficile de traduire dans les termes, dans les phrases, un objectif de parité.
Ces rédactions qui sont donc proposées, sont donc, je le redis parce que je les respecte, je ne les conteste pas, conformes à ce que veulent les militantes mais ne prennent pas en compte je crois plusieurs éléments qui, au cours des années 96-97 ont beaucoup modifié l'état d'esprit dans l'opinion française et au sein du Parti Socialiste.
C'est ainsi que sur la convention démocratie, nous avons voté un certain nombre de dispositions parmi lesquelles la proposition de la parité de toutes les listes, 30% de candidatures dans les scrutins uninominaux. C'est grâce à ces dispositions que nous avons réservé les circonscriptions à l'occasion des législatives pour les femmes et, si l'on poursuit le raisonnement, c'est aussi pas seulement mais grâce à cette intervention que le Parti socialiste a pu faire élire 43 femmes à l'Assemblée nationale députées - é.e.s. - qui représentent pour ceux que cela n'aurait pas forcément frappé, près de 85% de femmes de gauche élus socialistes et donc 43 députées socialistes qui représentent près de 69% de femmes élues.
De l'avis général également, dans la suite de ce qui s'est passé au cours de 1996 et 1997, les campagnes et les résultats des candidates socialistes ont été un événement remarquable.
Ils ont, ces résultats, battu en brèche tous les discours un peu convenus qu'on avait entendus sur la capacité des femmes à mener campagne, à battre les poids lourds de la droite ou à être a priori responsables de l'échec de la gauche, j'en passe et des meilleures !
Nous avons donc franchi une étape décisive à l'occasion de ces élections et la composition du gouvernement de Lionel Jospin est aussi un autre aspect de la reconnaissance de ce rôle joué par les femmes dans la vie politique.
Tout ceci pour dire que certaines des phrases, des modifications qui sont dites d'octobre 95, sont en décalage manifeste avec la réalité qui est la nôtre, aujourd'hui. C'est pour cela qu'il me semble nécessaire de proposer pou l'avenir, dans cette période qui s'ouvre, des modifications statutaires qui aillent plus loin que ces modifications référendaires, afin que le Parti Socialiste poursuive l'évolution nette qu'il a engagée pour une meilleure présence des femmes.
C'est ainsi qu'il faut, à mon sens, et j'espère que l'avis sera partagé, à l'avenir, faire en sorte que toutes les listes soient composées d'une certaine parité, du début à la fin, ce qui, d'une certaine manière, supprime la notion de parité. De la même manière, il faudrait prévoir que les scrutins uninominaux réservent au minimum 30% des candidatures aux femmes.
Nous avons un peu de temps devant nous à l'égard de ces modifications statutaires, bien que certaines, référendaires, entreront en activité tout de suite et

Fondation Jean Jaurès

si j'ai bien écouté la déclaration de politique générale du Premier Ministre, nous ne serons plus, à l'avenir, la seule formation politique à agir de la sorte puisque Lionel Jospin a précisé qu'il souhaitait mettre en œuvre une réforme constitutionnelle pour garantir la parité.
Dans l'intervalle, il me semble qu'il nous faut être encore les précurseurs de la place des femmes dans la vie politique, ce qui est rarement négligeable quand on veut essayer de tenir compte de la réalité de la société.
Je vous invite donc, à l'avenir, à tenir compte de ces projets de modifications statutaires. Merci.

Le président - Merci.
Jérôme Lambert.

Jérôme Lambert

Chers camarades, comme je pense, vous êtes affamés, je vais être court et me concentrer sur un point qui me paraît important dans le paysage politique depuis un mois, qui sont les rapports entre la droite et le Front national et les quelques conclusions politiques que nous pouvons en tirer car c'est un point important.
Nous savons bien, parmi les résultats qui sont espérés de nous comme parmi nos objectifs, que figure évidemment le recul du vote du Front national et de ses idées.
Il est clair que c'est non seulement une exigence morale mais c'est une priorité politique rendue encore plus nécessaire par notre retour au pouvoir.
Plus que jamais, nous serons attendus et nous seront jugés aussi sur ce thème. Et je crois que dans ce combat, il y a un certain nombre d'événements, ces dernières semaines, qui se sont produits et qui sont d'une importance décisive pour demain et pour après-demain.
Il s'agit de l'émergence ouverte de stratégies de rapprochement entre la droite et l'extrême droite.
Bien sûr, les contacts entre les uns et les autres ne sont pas des phénomènes franchement nouveaux et ont toujours existé de manière plus ou moins discrète depuis le milieu des années 80.
La vraie nouveauté, c'est que ces contacts honteux ne sont pas simplement aujourd'hui des pratiques isolées mais qu'ils reflètent un vrai projet stratégique de certains hommes de droite. Au lieu de cordons sanitaires, certains, à droite, sont prêts à trouver des accommodements durables, non seulement avec les idées racistes et xénophobes mais aussi avec le Front National lui-même.
A l'évidence, ces tentatives ne vont faire que croître et embellir. D'un côté, les responsables de droite, on voit leurs petits calculs, et en particulier comme cela a été dit sur le rôle des triangulaires de notre victoire, de l'autre côté le Front National prépare activement l'après Le Pen avec, en vue, la référence italienne d'intégration au système politique et au jeu des alliances.
C'est ainsi que de petits calculs en petits gestes bien sûr purement personnels et privés, une partie de la Droite prépare les petits arrangements qui, pensent-ils, leur rendront plus facile la victoire la prochaine fois.

Fondation Jean-Jaurès

Évidemment, le côté spectaculaire, c'est que les démentis par rapport à ce phénomène paraissent du côté des dirigeants de la droite classique, bien faibles.
Que je sache, aucune sanction n'est pour le moment venue frapper M. Pandraud que M. Pasqua a même disculpé. Que je sache, aucune sanction n'est venue non plus frapper les apprentis sorciers de la majorité qui, pour se faire élire, en juin dernier, n'ont pas hésité à donner à Le Pen les signaux qu'il fallait !
Que je sache, l'entourage du nouveau président RPR se borne à expliquer que pour dîner à table, il faut une cuillère... comme si le principe même d'agapes culinaires n'était qu'un péché véniel.
Dans ce domaine comme dans d'autres, nous attendons des dirigeants de la droite des actes et non pas simplement des paroles générales. Il est clair que ce projet stratégique de rapprochement est soutenu par un certain nombre de dirigeants de droite et que s'il parvenait à se mettre en œuvre, ce serait bien sûr progressivement, mais nous devons déjà, nous, le prendre en compte, en particulier pour le rendre le plus coûteux possible pour ceux qui s'y aventure.
C'est sans doute la raison majeure pour laquelle, à mon avis, le mode de scrutin des élections régionales a, aujourd'hui, grande importance.
Je comprends la difficulté de l'exercice mais nous devons dire et redire à nos partenaires, à l'opinion, que le mode de scrutin actuel est un outil formidable pour ceux qui veulent se rapprocher progressivement de l'extrême droite, car il permet, il stimule même toutes les combinaisons occultes et les arrangements honteux.
Avec le mode de scrutin actuel, les restaurateurs vont se féliciter car les déjeuners vont se multiplier ! Le changement du mode de scrutin n'est pas simplement une question d'opportunité ou de bonne gestion des régions, c'est devenu, me semble-t-il, un objectif stratégique que nous devons atteindre, sans vouloir obtenir un consensus général avec l'opposition de toute façon impossible.
Les tentatives de rapprochement entre la droite et l'extrême droite doivent aussi être combattues en ne leur donnant aucune occasion de convergence sur le terrain. J'ai procédé en ce qui me concerne à l'analyse du vote Front national dans mon département : la Sarthe.
Il est clair que quand on raisonne bureau par bureau, c'est la confirmation, tout de même éclatante, quand on raisonne bureau par bureau ou dans une agglomération comme Le Mans, on s'aperçoit d'un certain nombre de réalités aveuglantes.
La carte des immeubles, par groupes d'immeubles, qui ont voté le plus Front National recoupe presque totalement la carte du sentiment d'insécurité que nous pouvons avoir, que nous élus locaux, connaissons bien. La carte des immeubles, par groupes d'immeubles, du vote Front National recoupe pratiquement totalement à l'inverse les opérations de réhabilitation que nous avons engagées ou que nous avons faites.
La conclusion, me semble-t-il, est donc claire : il est essentiel que dans un certain nombre de quartiers, notamment dans ces deux domaines de la sécurité et du logement, il y ait une priorité clairement affichée à la fois dans l'affichage

Fondation Jean Jaurès

politique, dans les choix budgétaires et dans les réalités sur le terrain, même si l'on récuse à juste titre la sectorisation géographique outrancière de la politique de la Ville du précédent gouvernement.
Tout sentiment d'affaiblissement de ces priorités nourrirait les critiques conjointes de la droite et de l'extrême droite et serait autant d'occasions de dialogue à la base entre ces forces politiques que certains appellent de leurs vœux.
Le Front national n'a pas arrêté de progresser depuis le début des années 80. Il est essentiel que nous restions mobilisés à la fois pour le faire reculer mais aussi, et c'est sans doute un nouvel enjeu, pour interdire sa banalisation. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Michel Debout puis Julien Dray.

Michel Debout

Mes chers camarades, nous sommes donc réunis pour préparer notre Congrès de novembre qui se tiendra à la date prévue.
Transformer la victoire en réussite, voilà l'enjeu. Réussite non pas essentiellement pour nous-mêmes mais pour la France et surtout pour tous les Français qui souffrent dans leur quotidien.
Je veux dire mon accord avec Lionel Jospin lorsqu'il indique vouloir construire son action dans la durée. Dans la démocratie française, une législature dure cinq ans et il faut tordre le cou à l'idée selon laquelle une législature née d'une dissolution devrait disparaître dans une dissolution.
Mais la durée pour une raison plus profonde : ce dont souffrent le plus les Français aujourd'hui, c'est la précarité, précarité dans le travail bien sûr, dans le quotidien, dans la famille. Rompre la précarité, c'est réinscrire sa vie dans le temps et la durée, c'est lui redonner du sens.
La durée permet ainsi de donner du sens et de donner confiance à l'action politique. Mais la durée pour agir, agir dans le champ social et agir dans le champ sociétal, en trouvant le bon équilibre entre les deux.
Le contrat d'union sociale, oui, mais le contrat social, certainement.
Le nouveau contrat social devra se concrétiser dans la conférence sur l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail, contrat social devant s'appuyer sur l'autorisation administrative de licenciement, avec au cœur de ce contrat l'emploi des jeunes et la redistribution.
Comment ne pas rappeler ici qu'en un an, en 1996/1997, le patrimoine des 5 français les plus riches a progressé de 28% ?
Mais la politique économique et sociale, mes chers camarades, malgré la difficulté, ne peut ignorer les exigences de la construction européenne.
Nous voulons l'Europe mais pas à n'importe quel prix. C'est pourquoi nous avons mis les conditions au passage à l'Euro, conditions pour réussir l'Euro et pas pour lui tourner le dos.

Fondation Jean-Jaurès

Mais, première condition pour réussir l'Europe, c'est l'Europe sociale et nous la réussirons pas seulement au sommet mais en nous appuyant sur le mouvement social européen.
De ce point de vue, Vilvorde est le symbole du premier grand conflit européen et il doit nous conforter dans la voie à suivre. Rien ne se fera sans mobilisation, rien ne se fera sans le mouvement social.
C'est pourquoi je propose à notre direction, je propose à notre Parti que nos émissaires dans les différents pays de la Communauté européenne ne rencontrent pas seulement nos partis frères mais l'ensemble de la gauche européenne, qu'elle soit politique, syndicale, associative, citoyenne, de façon à jeter les bases des états généraux de la Gauche européenne qui devront déboucher naturellement sur le contrat social européen.
(Applaudissements)
J'ai dit : le social et le sociétal. De ce point de vue, il y aurait beaucoup de sujets à évoquer : la nationalité, la réforme judiciaire, la toxicomanie. Mais je veux évoquer un instant une question qui passionne et révulse l'opinion publique : la pédophilie.
C'est une question difficile que je connais pour avoir fait l'expertise psychologique de plusieurs centaines d'agresseurs sexuels.
J'approuve les justes propos de Catherine Trautmann, "ne pas ajouter le spectaculaire au drame". Je suis d'accord avec les mesures annoncées par Claude Allègre et Ségolène Royal mais je voudrais dire aussi que tous les pédophiles ne passent pas à l'acte immédiatement, qu'ils ne sont pas tous des pervers psychopathes et que certains d'entre eux vivent leur pulsion dans la honte et dans la souffrance.
Il faut une politique de prévention en leur direction pour leur éviter de sombrer dans le crime et ainsi, de faire de nouvelles victimes.
Mes chers camarades, loin de ces sujets, je reviens à notre congrès. Notre congrès de Brest, et Brest, ce n'est ni Valence, ni Rennes : pas d'unanimisme de façade mais pas de déchirure stérile, un débat maîtrisé où nous prendrons notre part, un débat pour réussir, réussir à gauche naturellement.

Le président : Julien Dray.

Julien Dray

Puisque l'heure est avancée, je vais essayer d'être bref et d'aller à l'essentiel mais il serait anormal, puisque nous étions réunis aujourd'hui, que nous ne nous exprimions pas ; certains camarades pourraient nous dire que nous passons notre temps à nous exprimer à l'extérieur et pas dans les instances.
La question posée est simple et si nous avons aidé à prendre position dès le départ et de manière publique, c'est parce qu'il y a un désaccord. Il ne faut pas le cacher.
Amsterdam va conditionner l'ensemble de la politique gouvernementale dans les mois à venir.

Fondation Jean Jaurès

A partir du moment où l'on accepte, non pas simplement un critère de convergence, mais une réalité qui devient une réalité définitive de comportement de la puissance publique, c'est un modèle de société qui s'impose à nous tous. Ce modèle, c'est le modèle libéral qui réduit l'Etat à ses conceptions régaliennes, qui l'empêche d'être un élément de régulation économique et de faire prévaloir l'intérêt général à l'intérieur de l'économie de marché, à partir du moment où il n'y a pas de marge de manœuvre budgétaire possible pour l'Etat, cela s'ajoutant à l'impossibilité de jouer sur les taux de change.
Cela veut dire que la puissance publique n'a plus aucun élément d'intervention à l'intérieur du champ économique et donc, (Vilvorde en est l'illustration) que la puissance publique n'a plus une volonté d'accompagnement de la réalité de l'économie de marché.
Cela veut donc dire que les responsables politiques, c'est cela la théorie libérale, n'ont plus d'action directe sur le champ économique et donc ne peuvent pas modeler le champ économique en fonction d'objectifs sociaux. C'est ce qui est au cœur du débat au travers du Pacte de Stabilité, et ce n'est pas un hasard si le gouvernement allemand a tant tenu à ce que ce Pacte de Stabilité soit entériné avant même le passage à la monnaie unique.
On ne peut pas dire ici, à cette tribune : on verra avec le Pacte de Stabilité, parce que c'est une réalité matérielle qui conditionne aujourd'hui l'ensemble de la politique économique et on ne peut pas dire que le Pacte de Stabilité, c'est l'après parce qu'il faut aller à la réalité des 3%. On nous dit qu'il faut interpréter les critères de convergence en tendance, mais en tendance vers quoi ? Vers la réalité des 3%. Cela veut donc forcément dire un plan de rigueur monétaire et de restriction de l'intervention publique, au moment justement où les besoins s'expriment le plus fortement.
Cela veut donc dire que la réalité de l'action gouvernementale se situe dans le champ de ce critère-là, qu'elle est donc limitée par ce critère là et qu'elle ne peut plus (c'est le maître mot de nos camarades ministres maintenant) se situer que dans une logique de redéploiement des crédits internes.
Cela veut donc dire que la charge va peser à l'intérieur de cette enveloppe et le risque existe que nous soyons à ce moment-là amenés à déshabiller Pierre pour habiller Paul.
Cela veut donc dire, par exemple, que l'on va rediscuter du redéploiement. Il faudra dire que dans des villes de province, on va fermer les hôpitaux, les tribunaux, que l'on va accepter des fermetures de classes parce qu'on est dans une logique de redéploiement. Nos camarades interviendront pour dire : "non, nous ne pouvons pas accepter cette logique" ou "proposez-nous une substitution". Il n'y en aura pas de possible parce que nous sommes dans cette logique de restriction budgétaire. Nous sommes au cœur du débat, eh oui. Nous avons dit que la question clé posée au gouvernement de gauche en arrivant au pouvoir, c'était de se dégager des espaces d'action budgétaires parce qu'il n'y a pas d'autres possibilités. Donc, il fallait poser cette question là.

Collection Jean Jaurès

Il y avait une alternative possible, on ne peut pas simplement dire ici : il n'y a qu'une seule politique possible, la mienne, toutes les autres sont condamnées à l'échec. On ne peut pas dénoncer la pensée unique et l'appliquer à l'intérieur du Parti Socialiste. Il y avait d'autres possibilités. Elles reposaient, mes camarades, sur une volonté de poser ce débat là à l'échelle de l'Europe. Ce n'est pas vrai que nous étions dans une situation d'isolement, peut-être autour de la table du Conseil des Ministres, mais pas au moment où le peuple anglais a émis le message qu'il a émis, pas au moment où le peuple français s'est exprimé. C'est cela aussi le rôle politique de la France, c'est d'émettre un message non pas simplement à l'égard des gouvernements, mais aussi à l'égard des peuples et d'opposer cette question là.
Et puis, on peut très bien imaginer un Premier Ministre de la France qui dit : "voilà le mandat que j'ai reçu", et ce mandat, on peut nous dire tout ce que l'on veut, mais le message de l'élection, c'est que nous étions là pour corriger la trajectoire libérale de l'Europe et que cela passait par le refus du Pacte de Stabilité.
Combien avons nous été, dans tous nos meetings, à dénoncer ce Pacte de Stabilité et à dire que nous ne l'accepterions pas parce qu'il était un super Maastricht et qu'il impliquait une politique de rigueur budgétaire ?
On ne peut pas avoir dit cela et, par la suite, être obligé de l'appliquer parce que, justement, nous sommes dans une situation de cohabitation, ou alors, cela veut dire qu'on met en place une logique de cohabitation qui n'est pas la nôtre, parce que c'est la logique de la cohabitation douce qui implique la soumission à la parole présidentielle alors que nous avons un mandat qui est différent de cette parole présidentielle.
Oui, nous sommes au cœur du débat. Dans les semaines et les mois à venir, de toute manière, toutes nos décisions renverront à cette question là, à chaque étape et nous y sommes.
Oui, j'y mets le cœur mes camarades, parce que chacun peut penser ce qu'il veut, mais nous y sommes et nous y serons dans moins de quinze jours. Quand l'audit sur les finances publiques va être rendu public, c'est-à-dire quand nous constaterons qu'il y a eu dérapage, il nous faudra à ce moment-là faire un choix. Le choix, c'est de savoir si nous acceptons la marche à l'Euro sous le critère rappelé (et ce n'est pas un détail) de manière explicite par Helmut Kohl il y a trois jours à la Tribune du Bundestag qui dit : 3,0 et 3,0, point. Et nous serons, à partir de là, obligés de répondre à cette question ; est-ce que nous acceptons cette logique ou est-ce que nous ne l'acceptons pas ? Et, si nous l'acceptons, cela voudra dire qu'il faudra faire des choix budgétaires, cela voudra donc dire que, du point de vue des priorités, nous serons amenés à ne pas pouvoir être en capacité de tenir les engagements sociaux que nous avons pris parce que nous n'aurons pas les marges de manœuvre budgétaire pour le faire, que ce soit pour les emplois publics, les 700 000 emplois, les 350 000 dans les services publics, que ce soit sur la question de la relance salariale qui commencera par la question salariale dans la fonction publique.

Voilà les questions qui sont posées aujourd'hui, voilà pourquoi nous pensons qu'effectivement cette question du Pacte d'Amsterdam n'est pas derrière nous, elle est devant nous et elle va nous interroger à chaque étape de l'action gouvernementale.
Eh oui, nous l'avons dit, le Congrès devra effectivement débattre de cette question là. Sinon, cela veut dire qu'obligatoirement l'expérience que nous conduisons se fera sous cette contrainte, et nous l'avons déjà vécue précédemment.
Alors, évidemment, la question qui est posée, ce n'est pas simplement celle du déficit pour le déficit. La question qui est abordée n'est pas celle qui a été balayée d'un revers de main par l'intervention de Lionel jeudi, disant : le déficit, cela fabrique de la dette et donc, de toute manière, ce n'est pas possible.
D'abord, sur le plan économique, la question du déficit et de la dette n'est pas automatique. La question est de savoir quelle est la réalité du taux d'intérêt de la dette par rapport aux investissements que vous faites. Et si vous êtes dans une situation où les taux d'intérêt sont inférieurs à la politique d'investissement que vous faites, il n'y a pas de problème économique, vous pouvez faire par une politique volontaire d'intervention de l'Etat ou vous pouvez faire par la question monétaire.
Comme nous ne voulons plus le faire par la question monétaire parce que nous sommes liés à la question de la convergence, nous pouvons faire par une politique volontaire d'intervention de l'Etat. Donc, ce n'est pas aussi automatique que cela.
La deuxième question est de savoir à quoi sont utilisées les politiques de déficit public. Soit, elles sont des politiques qui visent à combler les fatalités dans lesquelles nous nous trouvons, soit, elles sont des politiques offensives. Et là, on revient à la question Renault-Vilvorde.
Quel est le problème posé ?
Le problème posé pour Renault, c'est sa recapitalisation pour pouvoir faire les investissements nécessaires sur les technologies d'avenir, c'est-à-dire voitures propres ou voitures sures. Là, il y a un besoin financier. Si l'Etat n'est pas en capacité de donner les moyens financiers à ses entreprises publiques, elles n'ont plus comme seule ressource que la restructuration interne qui passe par le plan de licenciement et la flexibilité.
C'est là que nous revenons à la question du pacte de stabilité parce que dans le pacte de stabilité, la seule variable qui reste par la suite pour l'intervention, c'est la flexibilité et, d'ailleurs, je vous invite les uns et les autres à bien lire le protocole social rajouté au cours de la négociation d'Amsterdam. Lisez-le terme à terme. Terme à terme, ce protocole social demande l'adaptabilité du marché de l'emploi à la logique du marché et cela, cela porte un nom : c'est la flexibilité et quand on nous met le modèle hollandais en avant en disant : regardez la référence, le modèle hollandais c'est l'exclusion du marché du travail d'une partie de la population, justement par le temps partiel. C'est ce que nous ne voulons pas parce que nous savons que dans notre société - et c'est là que j'en terminerais - il y a évidemment une urgence sociale. Nous ne sommes pas dans

une démocratie apaisée parce que nous ne sommes pas n'importe quel pays, que la construction que nous avons faite, c'est la construction de la République et que c'est elle qui, aujourd'hui, est battue en brèche par le libéralisme. Il y a donc, aujourd'hui, un impératif de réussite parce que nous ne sommes pas dans cette démocratie apaisée qui ferait que, si la gauche échouait, il y aurait une alternance politique de droite.
Non, nous savons désormais que la course de vitesse est engagée avec le Front National, et que la solution politique à l'échelle de la gauche, ce n'est pas simplement le retour de la droite, mais c'est évidemment la possibilité d'une victoire du Front National qui est désormais possible après ce qui s'est passé à Vitrolles, dont nous voyons bien les ramifications se mettre en place.
Voilà pourquoi il y a aujourd'hui nécessité d'avoir un débat sur le fond, impératif de réussite pour la gauche et donc nécessité d'examiner ce qui a été fait à Amsterdam qui va, et j'en termine là-dessus, conditionner l'ensemble de notre politique économique par la suite.
Il va y avoir un Congrès. Nous avons été clairs et nous le serons à chaque étape. Jean-Luc disait tout à l'heure : nous ne voulons plus être des aiguillons. Je vais rajouter, pour que les choses soient bien claires, que tout le monde ait bien compris, que nous ne voulons pas non plus être les témoins d'une situation que nous avons analysée, et donc, nous nous exprimerons parce que nous pensons que nos prises de position doivent favoriser la réflexion collective pour éviter des erreurs.
Nous nous étions collectivement engagés les uns et les autres à ne pas recommencer les échecs passés au regard de ce qui avait été la défaite de 1993. Donc, notre prise de position doit être regardée comme cela, comme une volonté d'agir pour éviter cet échec-là.
Nous ne sommes pas des défenseurs d'une vision talmudique de la situation, mais je veux bien qu'on m'explique tout ce que l'on veut, il y a un moment donné où la réalité matérielle rattrape tous les discours idéologiques que l'on peut tenir, et tous les emballages, aussi formidables soient-ils. Cette réalité matérielle, nous y serons confrontés dès le 21 juillet pour savoir dans quelle direction nous allons, et cette crise que nous n'avons pas voulu à Amsterdam se posera de toute manière à chaque étape, ou alors, cela veut dire que l'on va pratiquer cette fameuse pédagogie du réel, c'est-à-dire amener le pays à comprendre que pour faire l'Euro, il faut sacrifier l'emploi. Mais nous savons que si nous faisons cela, c'est la porte ouverte au Front National.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Julien Dray.
La parole est à Gérard Lindeperg, puis à Vincent Assente, puis à Pierre Guidoni.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, les orateurs précédents ont tous parlé de la nécessité du débat, d'un grand débat. Quand je vois ceux qui restent dans la salle et ceux qui sont à l'extérieur, quand je vois que les Comités directeurs, primitivement, se passaient

Fondation Jean-Jaurès

en une journée et demie, qu'ensuite ils ont été réduits à une journée, cette matinée s'étiole et je ne sais pas ce qu'il restera cet après-midi... La direction n'est pas au complet ici, je crois que c'est un peu dommage...

Le président - Je serais toi, j'attaquerais le fond, Gérard, parce qu'ils sont partis !...

Gérard Lindeperg - Je crois qu'il y a quand même maintenant un problème d'organisation des débats ; il me semble que la question méritait d'être posée.
(Applaudissements)
Je ferai une simple remarque pour commencer. Je considère que Lionel Jospin et le gouvernement ont fait beaucoup en peu de temps parce qu'ils ont réussi notamment à recréer dans ce pays un climat de confiance qui n'a rien à voir avec le feu de paille de "l'état de grâce" que l'on a connu dans le passé, parce qu'en effet la confiance s'est, au fil du temps, distendue avec les affaires, avec les promesses non tenues, avec un certain nombre de comportements. Je crois que Lionel, en peu de temps et après sa campagne, a réussi à remettre au premier plan l'honnêteté politique, on pourrait même dire la vertu, et a retissé des liens de confiance démocratique avec le pays. Ceci est extrêmement important.
On me dira : cela ne suffit pas. J'en suis d'accord, c'est sans doute une condition qui n'est pas suffisante, mais en tout cas elle était nécessaire et, plutôt que de jouer actuellement au petit jeu des prises de distance vis-à-vis du gouvernement, je crois que, sur certains points, le Parti Socialiste serait bien inspiré en observant un certain nombre de mesures qui ont été prises.
Lionel Jospin a réussi à avoir des Ministres à plein temps.
On nous a parlé tout à l'heure d'une modification des statuts. Je dirai que la première proposition que je ferai en matière de statuts, c'est déjà d'appliquer les statuts qui existent. Il est dit par exemple dans nos statuts que le Premier Secrétaire ne peut pas être un parlementaire. Je pense que si cet article est inscrit dans nos statuts, c'est qu'il y avait un certain nombre de motivations. Au prochain Congrès, ou bien on fait une proposition de modification statutaire en disant : ceci est obsolète et dépassé et on explique pourquoi il est bon qu'un parlementaire soit en même temps Premier Secrétaire, ou bien on ne le fait pas, on applique les statuts et on s'en donne les moyens de telle sorte qu'on redonne à la nouvelle génération politique un peu de responsabilités nouvelles dans ce parti.
Ma remarque suivante, c'est pour dire que, pour la première fois - et Lionel a insisté sur ce point tout à l'heure, il a eu raison - on a gagné les élections législatives sans gagner la présidentielle, sans l'élan de la présidentielle. On a 30% de femmes aujourd'hui. Pour la première fois nous avons eu une prime à la jeunesse et une prime au renouveau et l'on peut observer les très beaux scores faits par des candidats qui, jusqu'ici, n'étaient ni implantés, ni connus des électeurs. Cela veut dire que les électeurs voulaient un changement par rapport à la droite, bien sûr, mais voulaient aussi, d'une certaine façon, un changement à

l'intérieur du Parti Socialiste et l'opinion est extrêmement sensible à une nouvelle façon de faire de la politique.
Je crois que nous devons prendre conscience qu'un nouveau cycle politique s'ouvre, qu'une nouvelle page est tournée et, si nous voulons réussir notre Congrès, nous devons en tenir compte et ne pas entrer à reculons dans ce Congrès avec les méthodes des années 80, faites de surenchères ici, de positionnement tactiques là. Je crois que si nous le faisions, nous serions sévèrement jugés par les militants, bien sûr, mais aussi par le pays.
Ma dernière remarque touche au rôle du Parti.
Personnellement, j'avoue que je suis un peu fatigué, depuis 1981, des débats interminables sur le rôle du Parti face au gouvernement. Je crois que, d'une certaine façon, tout a été dit.
Le problème aujourd'hui n'est plus de dire, c'est de faire, et je crois que les choses sont assez simples.
Il faudrait que le Parti voie plus loin devant lui et qu'en même temps il agisse plus près, plus près du terrain et plus près des forces sociales. Je crois que là-dessus, on peut tous se mettre d'accord.
Le seul problème, c'est de le faire.
Et je terminerai par un exemple : celui de l'emploi des jeunes.
Il ne faudrait pas qu'on s'engage à propos de l'emploi des jeunes sur un faux débat entre ceux qui pensent qu'il suffit de claquer des doigts pour qu'apparaissent soudainement (et dès le mois de juillet pourquoi pas) plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de jeunes dans les collectivités locales, associations ou autres, et puis ceux qui pensent qu'il faut du temps, qu'il faut réussir les opérations et finalement mettre en œuvre des dispositifs qui risquent de donner des résultats au bout simplement de sept ou huit mois.
Il me semble que l'on pourrait avoir sur cette question une fusée à trois étages.
Le premier qui consisterait dès maintenant à transformer les contrats-villes en nouveaux emplois en cinq ans, à transformer très rapidement des CES en contrats à cinq ns, et cela, je crois qu'on peut le faire assez vite.
Le deuxième : dès la rentrée de septembre, dans beaucoup de municipalités des études ont déjà été faites et on voit bien quels emplois d'utilité sociale pourraient être mis en place, et ceci peut se faire, je crois, très rapidement, de façon que la pompe soit amorcée.
Et puis, dans le troisième étage, en effet, je crois que la proposition de Martine Aubry est juste puisqu'elle vise à repérer des besoins sociaux qui ne sont pas aujourd'hui satisfaits, qui pourraient l'être, mais en prévoyant des financements à venir pour que, au bout des cinq ans, le relais soit pris.
Donc, je crois qu'il ne faudrait pas que l'on s'engage dans un des faux débats dont nous avons l'art dans ce parti et qu'on mette tout en œuvre pour la réussite de cette opération sur laquelle, je crois, nous serons jugés en premier.
Dans cette affaire, le Parti Socialiste et les élus ont un rôle à jouer pour la réussite de cette opération.
Voilà une manière très concrète de répondre à la question : quelle est la place du Parti par rapport au gouvernement ?

Collection Jean Jaurès

Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à toi, Gérard.
La parole est à Vincent Assente, puis Pierre Guidoni, Jean-Pierre Sueur, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Fuchs.
Vincent, tu as la parole.

Vincent Assente

Quelle est exactement notre marge d'action politique ?
Revenons brièvement en arrière pour le mesurer, si vous le voulez bien.
En mars 1993, nous avons été balayés par une vague porteuse d'une formidable volonté de changement, dans la mesure où notre politique était trop influencée par l'idéologie libérale : les économies d'aujourd'hui font les investissements de demain... etc.
En mars 1995, chantre du libéralisme, Balladur, à la surprise générale, ne parvient pas au second tour des présidentielles où seuls restent en lice les candidats qui se réclament du changement. Avec Lionel Jospin, la gauche est revenue à 47,3.
Deux mois après le tournant libéral d'octobre 1995, dans une atmosphère de sympathie générale exprimée par la population, le mouvement social plombe le gouvernement de telle sorte qu'il ne s'en est pas véritablement remis.
En mai de cette année, la droite connaît un désastre. La gauche unie, porteuse de changement, se voit à nouveau investie majoritairement de la confiance des Français. Une confiance exigeante.
A chaque fois, un trait commun s'est exprimé : les Français veulent une autre politique, une politique conforme à l'intérêt général d'aujourd'hui, c'est-à-dire à l'emploi.
C'est cette volonté qui canalise et canalisera notre action tout au long des années à venir. Malheur à nous si nous nous en échappons.
Aidons donc le gouvernement à prendre et à tenir le bon cap, car les contraintes étant ce qu'elles sont, le difficile remmaillage du tissu social exigera la durée et nous devons veiller à y travailler collectivement.
Pour sa part - ce sera mon deuxième point - le milieu handicapé sait que la durée est nécessaire dans la voie qui mène vers la citoyenneté. Mais pour l'heure, dubitatif, il s'interroge.
Relais de l'opinion, selon la formule que j'approuve de François Hollande, je me dois de rapporter ici l'état d'esprit dominant dans ce secteur.
Pour l'essentiel, voilà ce qu'il en est, voilà ce qu'on me dit, voilà ce qu'on m'écrit : le choix d'un gouvernement resserré a permis la création d'un Secrétariat d'Etat aux Anciens combattants, mais il n'a pas, en revanche, autorisé l'existence d'un Secrétariat d'Etat aux Personnes handicapées.
Le classicisme de ce double choix a jeté le trouble quand on sait que la moyenne des prestations versées aux personnes varie de 1 à 15 selon que l'on émarge au

Fondation Jean-Jaurès

système de solidarité ou au système des anciens combattants. Chacun comprend dès lors que les situations de handicap ne se vivent pas de la même façon.
Quelles qu'aient été ses insuffisances, l'existence d'un Secrétariat d'Etat aux Personnes Handicapées entre 1988 et 1993 avait permis de dessiner, avec l'aide de quelques autres Ministres volontaires (n'est-ce pas, Michel ?), l'esquisse d'une politique globale.
Revenir à la période antérieure, ou postérieure, n'est pas perçu comme l'expression d'une volonté affirmée de favoriser la citoyenneté des personnes handicapées. Si la personnalité du Ministre en charge du dossier est perçue, en revanche, comme un élément extrêmement positif, l'immensité des tâches qui lui incombent laisse augurer, expérience aidant, que si d'aventure ce secteur devait être à nouveau déclaré comme une priorité, il ne le serait qu'après bien d'autres.... c'est-à-dire plus du tout !
Selon un sondage très sérieux, 92% des familles interrogées attendaient un Ministère des Handicapés et 98% souhaitaient un interlocuteur unique à l'échelle départementale.
Vous pourriez vous écrier : "Mais si le handicap est un problème de société, le gouvernement tout entier, de par son interministérialité naturelle, n'est-il pas collectivement le mieux placé pour résoudre ces problèmes ?"
Certes, certes... Mais le milieu handicapé a depuis longtemps perdu ses illusions. Et moi aussi. Mais pas sa pugnacité. Et moi non plus.
Voilà pour l'état d'esprit.
Cela étant, s'il ne faut pas prendre trop à la lettre les deux expressions essentielles du sondage, elles n'en traduisent pas moins une attente très forte et des exigences bien réelles.
Le nombre de personnes handicapées croît mécaniquement chaque année de 7 à 8%. 16 000 personnes en 1996 (50 par jour... elles ne tiendraient pas derrière la tribune) resteront sérieusement handicapées à la suite d'un accident de la route.
La Nation consacre aux personnes handicapées plus de 150 milliards de francs par an, soit 2% du PIB, dont 50 à 60 milliards à la seule charge de l'Etat, en progression de 5% chaque année.
On le constate, l'effort est conséquent, et pourtant les mécontentements sont réels et j'ajouterai légitimes.
La raison en est simple : il n'y a pas (et soyons honnêtes, il n'y a jamais eu) véritablement de politique cohérente et globale en matière de handicap mais un ensemble de dispositions superposées, contradictoires ou déconnectées, selon les cas, parfois onéreuses, souvent mal financées, généralement aggravées par la décentralisation et en tout état de cause peu satisfaisantes, conduisant à un gâchis humain et financier déplorable, amplifié ces quatre dernières années par la politique libérale de la droite, à peine masquée par une Délégation interministérielle incompétente et dépourvue de moyens. Et pour cause, le trait dominant de la politique de la droite se caractérisait par une volonté cynique de désengagement financier de l'Etat que la Délégation avait en quelque sorte pour mission d'habiller sous une phraséologie prétendument intégrative !

Alors, chers camarades, que vous soyez ministres, présidents de commissions, simples parlementaires ou élus territoriaux, sachez bien que le handicap pour l'essentiel n'est pas un problème en soi, à régler spécifiquement, et que l'aborder ainsi, comme c'est traditionnellement le cas, nous conduira immanquablement à des déconvenues et au bout du compte à l'échec.
La réalité du handicap est complexe et multiforme et il n'y a pas de réponse unique.
En fait, à chaque fois que vous envisagez de prendre des mesures pour des personnes dites valides, vous devez vous poser trois questions :
1°) ces mesures sont-elles applicables aux personnes handicapées et quelles adaptations spécifiques devons-nous prévoir pour qu'elles le soient ?
2°) dans ma sphère de compétences, quelles mesures faut-il prendre pour éviter que des personnes dites valides ne deviennent handicapées ?
3°) enfin, troisième question à vous poser, si néanmoins cela se produit, quel faisceau de mesures préventives doit-on mettre en place pour éviter que les personnes ne s'inscrivent dans un processus les conduisant en cascade à des situations sur-handicapantes, dont on ne sort plus qu'à grand peine et, en tout état de cause, à grands frais ?
S'attaquer à tous ces problèmes ne sera pas une tâche aisée, mais c'est pourtant indispensable.
Si les premières mesures sont néanmoins prises lors de l'élaboration du budget de 1998, dans quelques semaines (ce que j'espère), il faut savoir qu'elles ne seront opérationnelles pour l'essentiel que dans deux ans, que l'on n'en sentira les premiers effets que dans quatre ans et que l'on ne convaincra les résistances de toutes natures du bien-fondé de cette politique véritablement que dans six.
Vous le mesurez, ce travail s'inscrit nécessairement dans la durée, ce ne sera pas une sinécure, ce ne sera pas très gratifiant, il faudra une bonne dose d'optimisme et de ténacité, un minimum de courage politique, ce qui n'est au début pas très difficile. Mais à exprimer dans la durée, cela l'est un peu plus !
Le Parti (je vais conclure) a, en quelques années, élaboré un document de synthèse développant une mission globale au plus près des aspirations et propositions de terrain et il serait prudent que le gouvernement s'inspire de ce travail collectif avant même que de s'engager auprès du mouvement associatif, et surtout de ses principaux hobbies.
Je terminerai, cette foi sérieusement, mon intervention en souhaitant qu'à l'approche des élections cantonales et régionales des membres du Parti qui s'occupent de ce secteur, a fortiori s'ils sont eux-mêmes handicapés, puissent être candidats et éligibles en ce qui concerne les régionales. Et afin que cette proposition n'apparaisse pas ambiguë, je déclare ici publiquement que, pour ma part, je ne serai pas candidat.
Si j'ai conscience que vous m'avez écouté, j'ose également espérer que vous aurez su m'entendre.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Merci à Vincent.
La parole est à Pierre Guidoni, puis Jean-Pierre Sueur, puis Marie-Noëlle Lienemann, puis Gérard Fuchs.
Pierre Guidoni ?

Pierre Guidoni

Chers camarades, à cette heure-ci, devant cette assistance un petit peu clairsemée...

Le président - Mais quelle qualité !

Pierre Guidoni -...mais de grande qualité bien entendu, nous avons inévitablement le sentiment de parler un peu, comme on dit, pour "L'Officiel" ! Ce n'est pas une raison pour ne pas vouloir laisser dans les archives du Parti un certain nombre de remarques de bon sens qui, après tout, peuvent se révéler utiles à l'avenir.
Mes chers camarades, nous allons avoir, pendant l'année qui vient - le Premier Ministre nous l'a rappelé ce matin - un certain nombre de débats très importants, portant notamment sur le contexte international dans lequel va se développer notre expérience, et nous n'allons donc pas épuiser le sujet dans les quinze jours ou les trois semaines qui suivent notre victoire électorale et l'installation d'un nouveau gouvernement.
Si nous voulons que ces débat aient lieu avec le sérieux nécessaire, si nous voulons qu'ils éclairent réellement l'action gouvernementale et qu'ils contribuent à l'évolution de l'esprit public dans le pays, qu'ils aident au rassemblement nécessaire autour de nous, alors nous ne pouvons pas considérer que tout est joué depuis le premier jour, la première heure, le premier acte public du gouvernement de la gauche et, en ce sens, considérer que les choix qui ont été faits dans les conditions que Lionel Jospin nous a rappelées il y a quelques instants à Amsterdam, en oubliant d'ailleurs (je vais y revenir très vite) la partie qui est peut-être la partie la plus importante de ce Conseil, et en tirer la conclusion que désormais, pour l'ensemble de l'action gouvernementale, il n'y a plus ni marge de manœuvre, ni marge de discussion, c'est, me semble-t-il, une distorsion très grave de la réalité dont je veux croire qu'elle est due simplement, entre nous, à une différence d'optique ou à une incompréhension des événements, et pas à un choix politique fait a priori.
Mes chers camarades, personne dans ce Parti n'a mis en cause, depuis le début - j'ai encore le souvenir de notre première convention - l'objectif de la monnaie unique et de l'application du décret de Maastricht. Personne n'a mis en cause les conditions, délais, critères inscrits dans ce décret. Personne n'a suggéré que nous changions totalement de perspective européenne et que nous allions vers une toute autre conception de la construction de l'Europe.
Tous ensemble, et si Jean-Luc Mélenchon était encore là, je le corrigerais en souriant, nous avons mis un certain nombre de conditions qui ont été reprises

Fondation Jean Jaurès

par Lionel Jospin, dans ses prises de position publiques, avant même l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale, c'était à "7 sur 7".
Ces conditions restent valables aujourd'hui. Il nous l'a rappelé ce matin. Elles restent l'axe de travail qui est celui du gouvernement et en tout cas, croyez-le bien, l'axe d'explication qui est celui du Parti vis-à-vis de l'ensemble de nos partenaires.
A partir de là, nous savons bien que les choses ne seront pas faciles. Nous savons bien qu'il y a devant nous un an, en gros, de négociation extrêmement ardue dans laquelle aucun gouvernement n'étalera ses cartes à l'avance.
Lorsque le gouvernement allemand, aujourd'hui, nous dit : c'est 3,0% et c'est ce critère qui est le seul critère qui compte, est-ce qu'il le pense ? Est-ce qu'il le pensera encore dans deux mois ou trois mois ? Est-ce qu'il le pensera à la fin de l'année ? Est-ce qu'il le dira encore en avril prochain ? Je n'en sais rien.
Je sais qu'il ne le disait pas il y a six mois. Je sais qu'il donnait une autre interprétation il y a trois mois. Je sais que dans l'ensemble des pays européens, toutes ces questions sont encore en débat. Nous-mêmes allons-nous dire aujourd'hui dans le détail, au millimètre près, quelle sera notre position de négociation en avril prochain et comment nous pensons nous y préparer ?
Oui, je crois que le débat doit avoir lieu dans le pays et par conséquent dans le parti, comme Lionel a dit qu'il le souhaitait et qu'il le voulait. Il faudra que ce soit sur les chiffres réels, sur les vraies données de la situation, mais aussi sur une idée claire de ce que nous voulons pour l'Europe, comme si à Amsterdam, c'était uniquement le pacte de stabilité, comme si c'était uniquement la décision que le gouvernement était obligé de prendre et qui, on vous l'a rappelé aussi, ne dépendait pas uniquement de lui.
Mais c'est aussi et peut-être davantage, et je crois que c'est ce qui restera du sommet d'Amsterdam, lorsqu'on l'étudiera dans la perspective de ces années de construction de l'Europe que nous traversons actuellement, c'est aussi l'échec des négociations sur la conférence intergouvernementale.
C'est aussi l'échec des négociations sur la modernisation des institutions, la transformation des structures, des mécanismes, des procédures de l'Europe pour qu'elle soit à même d'affronter le grand défi : l'élargissement.
C'est l'indication extrêmement négative apportée par les positions des uns et des autres, je pense notamment aux positions du Chancelier Kohl par rapport aux véritables échéances qui sont devant nous en 1999. Le budget, donc l'avenir de la politique agricole commune, défense structurelle, donc la capacité à affronter de nouvelles responsabilités pour l'Europe telles que nous les avons toujours souhaitées, telles que nous le souhaitons encore lorsque nous disons que c'est au niveau européen qu'il faut agir pour la croissance et pour l'emploi.
Aujourd'hui même, on nous propose de faire entrer dans l'Europe, trois pays, pas plus, qui, comme par hasard, sont les mêmes qui entreront dans l'OTAN et qui, comme par hasard, sont les clients économiques les plus directs de l'Allemagne, et pas les autres.

Nous allons avoir, dans les semaines, dans les mois qui viennent, ce type de question, ce type d'affrontement. C'est à ces difficultés réelles que va être confronté le gouvernement, et par là même le Parti.
Mes chers camarades, ce qui se joue dans les trois ou quatre années qui viennent, ce n'est pas seulement la monnaie unique, c'est la construction européenne toute entière. C'est l'avenir de l'Europe. C'est au fond peut-être aussi, je le dis d'un mot, la place de l'Europe dans nos préoccupations et dans notre réflexion politique.
C'est sans doute aussi la manière dont nous avons cherché dans l'Europe quelquefois la solution aux questions que nous ne nous sentions pas capables de résoudre ou d'affronter.
C'est à tout cela qu'il va falloir répondre. Nous ne pourrons le faire que si nous le faisons à partir des questions réelles telles qu'elles se posent vraiment dans la pratique économique, politique, diplomatique. Le réalisme de gauche, c'est peut-être essentiellement à ce niveau-là qu'il faudra l'appliquer.
Cela veut dire que nous devrons affronter ces questions froidement sans rhétorique, sans surtout croire qu'elles sont, à l'heure actuelle, la clé de tout le reste. La réussite de la gauche en France pour une expérience qui, je le crois profondément, ne sera pas une expérience brève et limitée. C'est trop important pour que nous considérions à mon sens à tort, qu'elle est d'une seule manière jouée d'avance.
Les vrais défis sont devant nous, encore faut-il que nous soyons capables de les affronter tous ensemble.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Guidoni.
La parole est à Jean-Pierre Sueur.

Jean-Pierre Sueur

Chers camarades, quelques mots à cette heure tardive pour vous dire que je crois que ce Conseil national aura été l'occasion de mises au point qui étaient absolument nécessaires. Nous devons, dans cette période, pleine et totale solidarité au gouvernement.
Moi, j'ai rencontré la semaine dernière dans mon département un certain nombre de gens qui étaient satisfaits, très satisfaits de la manière dont les choses sont prises en main dans ce pays, de la manière dont Lionel Jospin s'adresse à l'opinion, de ce don qui est fait d'une certaine simplicité qui est directe et qui prend les gens au sérieux, qui met sur la table les difficultés et je dois dire qu'un certain nombre de mes interlocuteurs dans mon département s'étonnaient de voir les critiques les plus violentes arriver un mois, trois semaines, parfois même huit jours après l'entrée en fonction de ce gouvernement venant des rangs des socialistes.
Alors, je crois qu'il faut mettre les choses au point, non pas bien sûr pour arrêter le débat, d'ailleurs le débat on a vu combien il était vivant, mais pour dire qu'il

Fondation Jean-Jaurès

y a d'abord un devoir de solidarité par rapport à la situation très difficile dans laquelle ce gouvernement prend ses fonctions.
Je reviendrai très rapidement sur plusieurs points.
Par rapport à la question de Vilvorde, j'ai noté la déclaration de Lionel Jospin qui a dit à ce sujet : l'ère de l'économie administrée est résolue.
Je crois que c'est une déclaration très importante, très réaliste et qui nous conduits, nous confirme sur une certaine logique politique.
Lorsque, à la question posée ce matin même par Lionel Jospin : fallait-il que l'Etat devienne en quelque sorte le dirigeant de l'entreprise Renault ? Jean-Luc Mélenchon répondait, si j'ai bien compris : mais oui, il fallait que nous prenions en main la situation. En effet, nous sommes à la contradiction de deux logiques qui sont deux logiques tout à fait différentes. Nous, nous pensons, aujourd'hui, que l'Etat n'a pas vocation à être chef d'entreprise, et je crois qu'il faut le dire carrément parce que l'économie administrée a aussi montré dans beaucoup de circonstances ses grandes limites.
Il ne faut surtout pas en conclure qu'à partir du moment où l'on dit cela, la conclusion c'est qu'il n'y a pas de politique industrielle possible. Tout l'enjeu, mais justement tout l'enjeu aujourd'hui, c'est de construire une politique industrielle crédible dans un système qui est celui d'une économie ouverte, concurrentielle, mondiale. Qu'on le veuille ou non, on ne reviendra pas aux anciennes manières de traiter ces problèmes-là.
Alors, il y a un champ immense pour une politique industrielle, à condition que ce ne soit pas le retour à une conception administrée de la politique industrielle et cela passera par beaucoup de contractuel, beaucoup de partenariat, beaucoup de décentralisation aussi, beaucoup de règles du jeu, je pense aux licenciements, en effet, je pense aussi à l'affectation d'un certain nombre de crédits, à la façon dont fonctionne le monde bancaire, à la prise en main d'un certain nombre de processus, mais ce ne sera pas la gestion directe par l'Etat d'un certain nombre de problèmes comme ceux de l'industrie automobile.
D'ailleurs, si la réponse du gouvernement avait été différente par rapport à Vilvorde, il faut bien mesurer quels auraient été, de toute façon, les problèmes à traiter boursiers, de l'emploi, dans l'industrie automobile française et européenne et nous savons bien que ces problèmes sont devant nous.
Deuxièmement, par rapport à la question européenne, il a beaucoup été dit, mais je répète que c'est vraiment se méprendre que de le dire : voilà, on est dans une seringue et une alternative, on va faire l'euro et on n'appliquera pas notre programme. Ou bien : on va appliquer notre programme et on ne va pas faire l'Euro.
Je crois que cela ne se pose pas ainsi et que si l'on pose la question comme cela, on perdra à tous les coups.
La vraie question est de savoir comment nous tirer de cette contradiction apparente, en tout cas de cette contrainte en effet très difficile.
Il y a des marges de manœuvre, on doit faire l'euro parce que si l'on ne fait pas l'euro, on assassine un espoir européen qui est quelque chose qui nous dépasse tous, qui est formidable, parce que ce sera la possibilité de créer un espace

financier, monétaire et donc politique par rapport à l'espace "dollar", donc c'est une nécessité absolue, mais, en même temps, dans la manière de gérer la contradiction, il est tout à fait clair que si l'on veut donner des marges, il faudra très vite mettre en œuvre des mesures de redistribution qui soient fortes et, à cet égard, le débat sur les allocations familiales est emblématique.
Je pense que ce gouvernement a eu cent fois raison de tenir bon par rapport à ce débat sur les allocations familiales, parce que nous voyons bien, et il y a eu là quelque chose de très clair qu'à partir du moment où l'on explique que c'est tout simplement la justice, les gens le comprennent. La manifestation conduite par Mme Boutin, familles BCBG, est quelque chose de très minoritaire et on voit que derrière ce mouvement, il n'y a pas grand monde, tout simplement parce qu'on a posé un problème de justice.
Pour se donner des marges, il faudra continuer avec les plus values, avec un certain nombre d'autres mesures à prendre rapidement, parce qu'il est vrai que si on ne prend pas ces mesures rapidement, on n'aura pas les marges qui nous permettront à la fois de mettre en œuvre notre politique et d'être présents pour les rendez-vous européens.
Voilà ce que je voulais dire.
Pour finir, en conclusion, un mot sur la question des élections régionales, je voulais en parler moi aussi, j'ai compris qu'il était difficile pour le gouvernement de prendre la charge de ce sujet, mais il est clair qu'il y a là une responsabilité politique importante et j'espère que les efforts de Jean-Christophe Cambadélis et de Jean-Marc Ayrault produiront des effets.
Pourquoi ? Parce qu'on voit bien que ce qui séduit dans ce que dit aujourd'hui Lionel Jospin et le gouvernement c'est une démarche très claire par rapport à l'action politique elle-même. Et il est clair que tout ce discours qui passe très bien, est antinomique, comme cela a été dit par plusieurs camarades, avec le fait d'avoir dans quelques mois la majorité des régions de France, ou du moins un nombre important de régions de France, ingouvernables ce qui veut dire en réalité gouvernées par le Front National, parce que vous savez bien comment cela se passe de voter un budget sans l'abstention, le vote pour ou le vote contre du Front National.
Je crois qu'il y a une responsabilité extrêmement lourde, on ne peut pas à la fois dire "il faut cesser de faire en sorte que le Front National soit l'arbitre de notre politique" et accepter un système qui produise cela.
C'est pourquoi je crois qu'il y a là un engagement possible de notre Parti, tout faire pour que cela réussisse, je sais bien que c'est difficile mais c'est nécessaire.
Merci de votre attention.

Le président - Merci à Jean-Pierre Sueur.
La parole est à Marie-Noëlle Lienemann, puis à Gérard Fuchs, comme dernier intervenant.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, les contraintes que notre gouvernement rencontre aujourd'hui étaient prévisibles, connues, avant les élections. Qu'on ne nous raconte pas qu'on ne savait pas qu'il y avait un déficit budgétaire considérable. Lors de la loi de finances, toutes les interventions du groupe socialiste à l'Assemblée ont été pour expliquer que ce budget était un budget truqué, qu'il y aurait à la fin de l'année un déficit de l'ordre de celui que l'on prévoit aujourd'hui.

Deuxièmement, toute l'argumentation budgétaire était de dire : votre politique est anti-croissance, comme elle est anti-croissance, il y aura moins de recettes de TVA, de toute façon, et donc non seulement il y a déjà un déficit camouflé, mais il sera plus grand et sur la Sécurité Social et sur le Budget, à cause de la faiblesse de la croissance liée à la politique de JUPPE. Donc cette contrainte là, à epsilon du pourcentage de PIB, était connue, la contrainte européenne était connue.

La contrainte politique de la cohabitation était connue. Nous en avons largement débattu entre nous. Et donc si on ne peut pas critiquer le gouvernement sur le fait que ce n'est pas au bout d'un mois qu'il doit avoir tout mis en route, l'argument "on découvre un univers inconnu" ne tient pas.

Nous avions fait des choix politiques par rapport à ces contraintes, ces choix politiques étaient de desserrer l'étau dans deux directions, premièrement desserrer l'étau européen, c'était la conditionnalité sur le passage à l'Euro, et deuxièmement de lever la condition économique par des choix de relance, quoi qu'il arrive, de relance fondée sur les salaires et en particulier sur l'emploi.

Et maintenant la question qui nous est posée, c'est quels moyens politiques nous donnons-nous dans la cohabitation pour pouvoir mettre en œuvre ce que nous avons dit à nos concitoyens qui était bien cela.

Je voudrais d'abord parler de l'Europe. D'abord un petit retour en arrière : la défaite de 1993 est pour une part liée à Maastricht, car rappelez-vous le score de Maastricht, cela n'a pas été l'euphorie des Français, dans les milieux populaires, dans la plupart des grandes fédérations où historiquement la Gauche est forte, le vote "non" à Maastricht avait été majoritaire, et même à Maastricht ce qui avait fait qu'une partie de notre électorat vote, malgré les désaccords sur les critères de convergence et l'espèce d'étouffoir économique qu'il constituait, c'était la promesse d'un pilier politique. L'Europe économique monétaire était compensée par un pilier politique et une fois que l'on aurait ce pilier politique, les citoyens auraient en main la possibilité de réorienter la politique économique et d'imposer une Europe sociale.

Or, ce qui vient de se faire à Amsterdam, au-delà du pacte de stabilité, c'est la négation du pôle politique parallèle à celui de l'Union économique et monétaire, la promesse de Maastricht n'est pas tenue, et nos concitoyens le savent.

Deuxièmement, la question qui était posée sur l'Europe : 40% des militants (et vous savez que selon les calculs on pouvait dire une majorité des militants) lors de notre convention mondialisation avaient dit que le cadre économique actuel et social de la construction de l'Union économique et monétaire n'était pas acceptable. Première étape. Le vote n'étant pas majoritaire, le Parti s'aligne sur

la thèse “l’Euro quoi qu’il arrive, dans n’importe quelle condition” et subrepticement, avec le temps, la réalité des sondages, de l’opinion, on découvre que les Français ne veulent pas aller à l’Europe Economique et Monétaire dans le cadre qui lui est imposé.
Et à ce moment là, on passe aux conditions, et nous sommes élus sur 4 conditions. Ces 4 conditions, aucune d’entre elles n’a de façon significative progressé à Amsterdam et c’est même l’inverse. C’est même l’inverse !
Et quand j’entends dire “il y a la volonté sociale qui a été imposée”, du point de vue institutionnel, il n’y a quasiment rien de plus que ce qu’il y avait déjà au moment du pacte de stabilité, c’est-à-dire l’Europe va se préoccuper de la partie sociale et du chômage, etc. mais plus grave, le texte qui a été ajouté au traité d’Amsterdam, dans la déclaration finale, et une orientation sociale contraire à la nôtre, car les points qui doivent être discutés au sommet sur l’emploi, doivent être l’adaptabilité des travailleurs à une plus grande compétition mondiale, et rien sur le temps de travail, la baisse du coût du travail pour les bas salaires et troisième dimension “repenser notre protection sociale en fonction des difficultés économiques du moment”. Tout ce que l’on entend à longueur de journée, dans la bouche des libéraux, le travail coûte trop cher, la protection sociale coûte trop cher, il faut être davantage flexible, et adaptable, voilà la seule perspective d’emploi et de social inscrite concrètement dans le traité d’Amsterdam.
Pouvait-on imposer un cours nouveau et différent à l’Euro ?
Justement, c’était le moment ! Et c’est une occasion manquée, car si ce n’est pas là que nous posons la question, je dirai que nous créons le choc européen nécessaire, l’électro choc nécessaire au sursaut européen, nous ne pourrons pas le faire après, ou beaucoup plus difficilement, car effectivement rien n’est jamais irréversible. Pourquoi est-ce que ce sera plus difficile après ? Parce que plus on va se rapprocher de l’Euro, plus le débat va être Euro ou emploi. Or personne, ici, n’a jamais voulu la fin de l’Euro, c’est Euro et emploi, c’est pourquoi nous proposions un nouveau traité ou de la conditionnalité. Plus on arrive à la date butoir, plus cela va être : “on continue d’avancer, ou on recule, car on n’aura pas préparé les conditions d’un Eure correct”;
Le deuxième argument qui est utilisé par Lionel c’est de dire : le président de la République avait donné la parole de la France. Bon ! Je rappelle quand même qu’en droit institutionnel, la parole de la France est donnée quand le peuple français a délibéré, c’est-à-dire que l’Assemblée Nationale a voté un trait.
De plus, dans le cadre de l’Otan, la parole de la France avait été donnée, Lionel Jospin n’a pas été heurté de tenir un autre propos que celui de la France jusqu’à ce jour donné.
Troisièmement, à supposer que sur la question du pacte de stabilité, ce ne soit pas là-dessus que l’on fasse le clivage avec le président de la République, il y avait un autre argument pour refuser Amsterdam, c’était l’échec de la CEG, et là-dessus la parole de la France n’était donnée par personne. La parole de la France était celle de François Mitterrand qui disait qu’il voulait davantage d’Euro politique au moment de Maastricht. Il n’y a pas un Européen qui ne

considère pas que c'est l'échec absolu. Et donc tactiquement, si on voulait à Amsterdam, créer l'obligation pour l'Europe de réfléchir au cours nouveau qui s'instaurait devant elle, il y avait au moins cette absence d'un volet politique qui était le point d'appui pour une constatation plus globale de la construction européenne dans le cadre actuel, c'était le bon moment, parce que le rapport de forces politiques, on l'avait, forts du suffrage universel, et plus nous allons aller dans toutes les capitales européennes, on va dire "les Français prendront l'Euro quoi qu'il arrive" et ils le savent qu'ici sur l'Europe économique nous n'avons pas avancé, sur l'Europe sociale je vous ai dit l'illusion qu'était une avancée et que dirons-nous au peuple français qui nous a élus sur 4 conditions quand au passage de l'Euro, aucune de ces 4, en tout cas pas les plus importantes pour notre avenir, ne sera réalisée.
Je considère que l'échec d'Amsterdam est un échec qui va peser lourd dan le reste de la politique économique à venir du pays.
J'achèverai mes propos pour répondre à Lionel sur la question "il faut prendre le temps", je ne suis pas pour que l'on se précipite, mais il y a des choses qui sont longues à mettre en œuvre. Si elles ne sont pas faites au début et de façon bloquée, dans un paquet compact - à la fois la réduction du temps de travail, la redistribution des richesses, la relance et la création des emplois - nous n'aurons pas l'effet booster de la relance de la croissance qui, justement, est la seule garantie que l'on ne dérive pas de façon définitive, avec des déficits publics incontrôlés, car le drame de nos déficits publics, ce n'est pas seulement leur niveau, c'est la manière dont ils se creusent. On n'en veut pas au début, on les a à la fin, parce qu'ils sont la conséquence de politiques non maîtrisées qui font reporter sur l'Etat toute la charge sociale, toute la charge de l'échec social des entreprises et de nos systèmes économiques. Même si, au début, on dit : on atteindra les 3%, on ne les a pas quand les salaires n'augmentent pas, par conséquent l'Aide Personnalisée au Logement doit augmenter.
Quand on fait du temps partiel, il faut compenser par l'aide sociale dans les mairies, du fait que les gens n'ont plus de salaire, ou, quand il y a de plus en plus de chômage, il devient nécessaire que le niveau du RMI et des différentes aides augmente.
Donc, cette boule de neige des déficits publics, qui est la conséquence de l'incurie sociale, ne pourrait être cassée que par une politique de croissance globalisée où l'on a à la fois la relance par les salaires et par la réduction du temps de travail.
Si nous croyons au choix économique que nous avons présenté aux Français, nous ne pouvons pas prendre le risque de l'étaler dans le temps, car son efficacité ne sera pas garantie. Mais je sais, car j'ai des souvenirs, que lorsque nous avons débattu de ce choix économique, on nous disait : "c'est bon pour gagner les élections, mais c'est intenable". Je fais partie de ceux qui pensent qu'il est tenable, qu'il faut le tenir vite.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Marie-Noëlle.

La parole est à Gérard Fuchs, dernier orateur inscrit.

Julien Dray - Sacrée difficulté, après Marie-Noëlle !

Le président - Lui seul pouvait l'assumer !

Gérard Fuchs

Chers camarades, puisqu'il m'échoit de terminer, je vous dirai tout d'abord que je ne parlerai pas du pacte de stabilité.
(Applaudissements)
Je n'en parlerai pas, parce que je considère que ce n'est pas le problème majeur de la période, parce que je considère, n'en déplaise à certains camarades, que ce n'est pas la contrainte majeure aujourd'hui des choix de notre gouvernement.
Le pacte de stabilité entrera peut-être en vigueur le 1er janvier 1999, dans un paysage politique, économique et monétaire qui sera bien différent d'aujourd'hui. Nous aurons eu à régler d'ici là quelques autres problèmes.
Quelle doit être aujourd'hui la priorité de notre action ?
Je pense que c'est clair, nous l'avons tous entendu pendant la campagne électorale, cette priorité de notre action doit être l'emploi à travers trois volets, nos trois engagements :
Premier engagement, l'emploi des jeunes. Là, j'ai été un peu étonné de voir prendre si peu de place à ce thème dans ce Conseil national. Je suis de ceux qui, sur ce point précis, disent qu'il convient d'aller vite, qu'on peut aller vite, et je plaide pour qu'on ne monte pas une "usine à gaz" compliquée où il faudra définir le profil des emplois qu'il s'agira d'occuper et, ensuite, vérifier s'il y a des candidats au profil en question. Je pense qu'on peut aller vite, je pense que si les préfets reçoivent, vers le mois d'octobre, l'argent dont Dominique Strauss-Kahn nous a dit qu'il pouvait le débloquer, il pourra toujours être fait appel aux responsables de collectivités locales, aux responsables d'un certain nombre d'associations et, s'ils arrivent avec des projets bien "ficelés", le Préfet dira oui. Nous pourrons ainsi avoir quelques dizaines de milliers d'emplois à la fin de l'année et l'on pourra toujours exercer un contrôle a posteriori.
(Applaudissements)
Il y a le problème de la réduction de la durée du temps de travail. Là, au contraire, nous savons que cela n'aura pas d'effet immédiat, cela doit être bien préparé, c'est le rôle de la Conférence sur les salaires, etc. Je n'en dis rien.
Il y a le problème sur lequel je veux insister qui est le problème de la relance. Ce problème de la relance, chers camarades, je souhaite que tout le monde ait bien en tête qu'il doit avoir deux volets : un volet de politique intérieure et un volet de politique européenne.
Le volet de politique intérieure ne passe pas seulement - là, il y a une petite nuance - par le salaire, mais par l'augmentation du pouvoir d'achat, par le SMIC, par l'allocation de rentrée scolaire et doit passer (c'est un autre point sur lequel je désire insister) par la fameuse conversion des cotisations maladie salariales en quelque chose, pour aller vite, que l'on pourrait appeler CSG,

même si l'expression ne fait pas fureur. Il y a là un moyen, nous le savons, à la fois de commencer à taxer certains revenus financiers et de donner du pouvoir d'achat aux plus bas salaires. La question se posera assez vite de savoir si nous faisons ce transfert progressivement en cinq tranches d'un an ou si nous essayons de le faire en deux fois. Je plaiderai pour une mise en œuvre en deux fois. Je crois que c'est un élément important d'une relance par la consommation dont nous souhaitons qu'elle intervienne quand même rapidement. Et puis un volet externe, il pose, c'est vrai, on en a parlé, j'en étais heureux, la question du fameux gouvernement économique européen, même si je n'aime pas cette expression dont je ne sais pas ce que cela veut dire.

Je dirai très franchement, chers camarades, que si j'ai un regret sur les résultats d'Amsterdam, ce n'est pas tellement sur le Pacte de stabilité qui nous contraindra peut être dans deux ans, mais sur l'échec des révisions institutionnelles prévues pour la conférence intergouvernementale.

Certains ont tendance à penser que le problème des institutions européennes est secondaire. Ce n'est pas ma position. Nous n'aurons pas une coordination des politiques économiques au niveau européen, nous n'aurons pas un pôle économique européen, sans capacité de décision au niveau de l'union à 15.

Une capacité de décision, je veux aller vite mais je veux dire cela, implique pour moi trois exigences :

La première, c'est l'efficacité donc le maximum de votes à la majorité, et je regrette beaucoup que cela n'ait pas été assez souligné pour des raisons que je comprends mais au niveau du Parti nous pouvons dire que cela a résulté du refus du Chancelier Kohl ; entre nous au moins, il s'agit d'être clair sur ce premier point.

Efficacité - majorité, vous connaissez, je n'insiste pas.

Ensuite, lisibilité : je suis de ceux qui défendent depuis des années l'idée que le vote à la majorité au niveau de l'Union européenne doit être compréhensible par tout le monde. Je ne sais pas combien de camarades sont capables, ici, de dire de combien de voix disposent les 15 pays de l'union pour un vote à la majorité. Une décision à la majorité représente à peu près les 3/4. Il est proposé un système simple que tout le monde peut comprendre, qui est le système de la double majorité, une décision est enlevée quand une majorité de pays représentant une majorité de population a donné son accord.

C'est quelque chose qu'on n'a pas à réviser chaque fois qu'un nouveau membre entre dans l'union européenne, c'est quelque chose, je le mesure bien, qui pose le problème du non maintien d'une parité entre la France et la RFA, mais nous savons que la parité a déjà disparu au niveau du Conseil et que ce n'est plus à cette question d'équilibre quasi gaullien que penseront nos concitoyens pour l'essentiel.

Enfin, le problème de ce que j'appellerai, abominable traduction d'un mot anglais, la "contrôlabilité démocratique". C'est le problème du rôle du Parlement européen, ce qui n'exclut pas une meilleure association des parlements nationaux. Il est trop tard pour que je développe, je terminerai par deux souhaits

Fondation Jean Jaurès

Premier souhait : je souhaite que notre parti, tout parti de gouvernement qu'il soit, reprenne - je suis gentil en disant reprenne, je dis cela pour faire bien, nous n'avons pas eu beaucoup de succès quand nous avancions ce genre de souhait - une réflexion institutionnelle dont je considère qu'elle n'a pas été épuisée par la convention "mondialisation" et notamment sur le problème de la décision, de son efficacité, de sa lisibilité et de sa contrôlabilité.
Enfin, je pense que nous devons définir une stratégie et je parlerai parti et gouvernement, en ce qui concerne notre attitude vis à vis de l'élargissement de l'union et de notre attitude vis à vis de la RFA.
Je suis de ceux qui diront que nous devrons nous exprimer de la manière suivante : pas de nouveaux candidats rentrant dans l'Union européenne si des progrès supplémentaires en matière institutionnelle et en matière de capacités de décision ne sont pas réalisés.
Ce point me paraît essentiel. Je mesure bien qu'il faut mesurer notre discours public, compte tenu notamment des élections allemandes dont nous savons qu'elles existent et dont nous savons la complication en termes d'attitude des différents participants à ces élections mais je souhaite que nous nous prononcions aussi sur cette deuxième question.
Je terminerai en disant que ce discours un peu institutionnel peut paraître bien éloigné des préoccupations des Français mais j'espère avoir contribué à vous convaincre un peu plus, si ce n'était déjà fait, et si ce n'était déjà fait je reprendrai l'occasion de le faire, qu'il y a une corrélation extrêmement forte et importante et nécessaire entre l'avenir des institutions européennes et notre capacité à faire reculer durablement le chômage par une politique qui, pour une part, doit être aussi une politique économique de l'emploi.

Le président - Merci à Gérard Fuchs, merci à toutes celles et ceux qui sont présents à la fin. J'ai noté des évolutions politiques sur le premier rang, au fur et à mesure que la matinée se déroulait.... vous comprenez la raison pour laquelle je lève la séance immédiatement.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès